

Economie générale

Evolution des taux d'activités barrages :

La baisse des taux d'activités des moins de 25 ans :

Il y a un peu moins de 30 ans, on quittait le système éducatif vers 16 ans.
Aujourd'hui, vers 20 ans.

Cette évolution est due à deux phénomènes :

- L'évolution de l'emploi : Le développement de nouvelles technologies (progrès technique) a entraîné la création d'emploi de plus en plus qualifié, nécessitant un niveau de formation plus élevé.

Le système scolaire s'est profondément transformé depuis les années 60 avec deux réformes essentielles :

- La réforme des collèges : tous les enfants vont rentrer en 6^{ème}. A été complétée par le collège unique.

- La réforme des lycées. En 1985, Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a décrété 80% d'une classe d'âge au niveau BAC. En même temps a été créé le Bac Pro.

Le taux d'activité des plus vieux (+ 55 ans) baisse aussi :

- Abaissement de l'âge de la retraite. (65 à 60 ans).
- Les dispositifs de préretraite ont été multipliés depuis les années 80.
- Se multiplient également les procédures de dispense de recherche d'emploi pour les plus de 55 ans.

Le taux d'activité des femmes augmente depuis le milieu des années 60 :

- Elles sont devenues des salariées. Elles deviennent donc actives en dehors de la sphère familiale.

- Malgré cette évolution, les inégalités dans l'activité restent quand même importantes :

- Depuis 1981, 3 ou 4 lois sur les salaires.
- Depuis 15 ans, le salaire des femmes est inférieur de 10% à celui des hommes.

- Ce sont sur les emplois qualifiés où les différences sont les plus fortes.

La crise n'a pas arrêté cette progression. Pas de repli sur la vie domestique de la part des femmes.

Dans les années à venir, la population active risque de baisser car :

- Les classes d'âge qui sont entrain de quitter la vie active, correspondent à des classes d'âge nombreuses (baby boom), et ceux qui les succèdent sont moins nombreux.

- Risque de freiner la croissance économique.

b) Le volume de capital

C'est l'ensemble des moyens mis en œuvre dans la production, et la variation du volume de capital dépend des dépenses d'acquisition de ce capital mais également de la dépréciation de ce capital. = l'amortissement.

Il devient obsolète au bout d'un certain nombre d'années.

Investissement : Opération par laquelle on acquiert un capital technique. C'est ce qu'on appelle également la formation brute de capital fixe : FBCF.

On a tendance à distinguer :

- L'investissement matériel : Correspond à la FBCF.

- L'investissement immatériel :
 - Recherche-développement : essentiel dans un monde de plus en plus concurrentiel, qui aboutisse aux innovations, au progrès technique.
 - Formation
 - Brevets d'exploitation et licences d'exploitation.
 - Dépenses de publicité et marketing.
 - Logiciels.....

Depuis, ce dernier tend à croître plus rapidement que l'investissement matériel.

De quoi dépend l'investissement ?

3 variables vont rentrer en jeu :

- La demande anticipée : Demande effective selon Keynes.

En effet, lorsqu'une entreprise produit, elle doit être assurée de ses débouchés. Ces débouchés vont dépendre de la situation de la demande.

Or, il existe un décalage dans le temps, entre la décision d'investissement, la réalisation de la production et la vente de cette production. Il faut donc anticiper l'état de la demande dans un an.

- La rentabilité de l'investissement : Le revenu supplémentaire tiré de cet investissement.

- Le coût de l'investissement :

Le financement de l'investissement a deux origines :

- L'autofinancement : profit passé de l'entreprise.
- L'emprunt : Les entreprises s'endettent pour financer cela et le coût des emprunts va dépendre des taux d'intérêts :
 - Si les taux augmentent = freine l'investissement.
 - l'inverse n'est pas vrai, car cela dépendra de la demande anticipée et du taux d'endettement des entreprises. (si faible taux d'intérêt, plus facile pour rembourser un emprunt).

On distingue 3 grandes formes d'investissement :

- De remplacement : L'acquisition de capital fixe pour remplacer le capital usé ou obsolète.
- De capacité : Qui permet d'accroître la capacité de production.
- De productivité : Permet l'accroissement de la productivité des facteurs de production.

L'investissement de remplacement permet le maintien de l'emploi.

L'investissement de capacité a pour effet d'accroître l'emploi.

L'investissement de productivité tend au contraire à détruire de l'emploi.

Depuis les années 80, la tendance est plutôt au développement de l'investissement de productivité, car permet d'améliorer la compétitivité des entreprises dans un environnement où la concurrence s'est intensifiée.

Lorsque le capital et le travail entretiennent la croissance, on parle de croissance extensive.

2) La productivité globale des facteurs de production.

C'est un indicateur de l'efficacité des facteurs de production. On mesure la productivité d'un facteur de production en faisant le rapport entre la valeur de la production et le volume du facteur utilisé.

Productivité : Valeur production / Volume facteur utilisé

Productivités partielles :

Productivité du travail : Valeur production / Quantité de travail utilisé

Productivité du capital : Valeur production / Quantité de capital utilisé.

Lorsque la productivité d'un facteur augmente, il est donc devenu plus efficace.

Cependant, il est très difficile de mesurer la productivité du capital.

Productivité globale des facteurs : somme des productivités partielles.

Il est relativement complexe de calculer la productivité globale des facteurs. Cependant on va l'évaluer en mesurant la part de la croissance économique, qui n'a pas pour origine l'augmentation du volume des facteurs de production :

Exemple :

La croissance économique : 2%

La croissance du volume de travail et de capital entraîne une croissance économique de 1%.

Les 1% restant s'explique par la productivité globale des facteurs de production.

On assimile Productivité globales des facteurs au progrès technique.

La période dite des 30 glorieuses a pour principal cause le progrès technique.

Quelles sont les causes de la productivité du travail et quels sont les effets de l'évolution de la productivité du travail ?

Deux types de productivité du travail :

- La productivité par tête : Valeur production / Nombres actifs occupés.
- La productivité horaire : Valeur production / Nombre d'emplois * durée moyenne du travail.

Notion essentielle lorsque l'on débat sur le temps de travail.

Deux remarques :

- Faiblesse du temps de travail = la durée légale du temps de travail.

Un abaissement de la durée légale du travail, entraîne une hausse de la productivité du travail.

La baisse de la durée moyenne du travail entraîne une réorganisation du travail.

Or, l'organisation du travail est un déterminant fondamental de la productivité du travail.

Le progrès technique permet l'accroissement de la productivité du travail. Malgré tout, il y a une condition :

- l'amélioration du capital humain : C'est l'ensemble des compétences dont disposent les travailleurs.

Cependant, Les compétences d'un salarié ne sont pas toujours transférables d'une entreprise à une autre, car on acquiert des compétences propres à l'entreprise.

B) Les Facteurs de Demande

1) La Consommation.

a) La notion de consommation

On distingue deux types de consommations :

- La consommation intermédiaire est la consommation des unités de production. Ce sont des biens et des services qui vont être transformés au cours du processus de production. Par définition, ces biens ne sont pas réutilisables. (Matières premières, énergie).

- La consommation finale est la consommation des ménages principalement. C'est donc l'utilisation de biens, de services pour satisfaire les besoins.

Souvent, dans cette satisfaction des besoins, on tend à distinguer les besoins primaires des besoins secondaires :

- Les besoins primaires doivent être satisfaits. Sinon c'est la survie de l'individu qui est en cause : se nourrir, boire, se loger et se vêtir.

- Les besoins secondaires : Leurs non satisfaction ne remettent pas en cause la survie de l'individu.

Cette distinction est très discutable car c'est relatif aux sociétés. Souvent, on associe la satisfaction de ces besoins secondaires à la consommation superflue. Or cette notion de consommation superflue est relative aux sociétés dans laquelle nous vivons.

Quels sont les déterminants de la consommation ?

Les déterminants économiques :

Le revenu courant (Selon Keynes) est celui que l'on dispose à un moment donné. Déterminé par le RDB (revenu disponible brut) :

Revenus primaires : Correspond à la numération de la contribution à la production.

- Revenus du travail : salaires
- Revenus du capital : dividendes, intérêts, loyers

Prélèvements obligatoires :

- Impôts
- Cotisations sociales

Censé financer des revenus de transferts : Prestations sociales

La Consommation de services non marchands gratuit ou quasi gratuit :

- Education

Pour Keynes la consommation est déterminée par une variable de comportements, qui à court terme est constante : C'est la propension à consommer.

Il distingue deux types de propensions :

- Propension moyenne à consommer : $\text{Valeur Consommation} / \text{Revenu courant}$
(Si égale à 0,8, donc consommation égale à 0,8 sur 1 euro).

- Propension marginale à consommer : $\text{Variation Consommation} / \text{Variation du revenu}$
(Si égale à 0,8 : si revenu augmente d'1 euro, la consommation augmente de 0,8 euro)

C'est une loi de comportement.

Ces propensions à consommer sont toujours inférieures à 1. On ne consomme jamais totalement son revenu. Le reste on l'épargne.

Mais, selon Keynes, l'épargne est un résidu.

Cette analyse de Keynes justifie une politique de revenu. Plusieurs moyens d'agir sur les revenus :

- Agir sur les revenus primaires (politique salariale).
- Agir sur les prélèvements obligatoires : l'instrument privilégié de la politique de revenu (en baissant les impôts notamment). Or ce type de politique dépend de la structure fiscale de l'économie.
- Agir sur les revenus de transfert : Concerne les bas revenus, car la redistribution est un moyen pour réduire les inégalités de revenu.

Les lois d'Engel :

Lorsque le revenu augmentait, la structure de la consommation était modifiée :
La part consacrée aux besoins primaires baisse (alimentation...)
Et les autres parts augmentent.

Revenus permanents selon Friedman :

Pour Friedman, les ménages dans leur décision de consommation prennent en compte l'ensemble de leurs revenus présent, et de leurs revenus futurs (principe d'anticipation).

D'après Friedman, ces deux sommes constituent le revenu permanent.

Si on agit sur le revenu courant, cela n'aura aucun effet sur la consommation. Pour Friedman, la politique des revenus est totalement inefficace. Cette politique ne peut que provoquer l'inflation.

La théorie de Modigliani :

Il estime que la consommation dépend du revenu, mais aussi de l'âge. Dans nos comportements de consommation, on peut distinguer 3 âges :

- Quand on est jeune, on consomme et on s'endette pour pouvoir consommer.
- Quand on est mûr, on rembourse sa dette et on épargne.
- Quand on est senior, on désépargne.

Les autres facteurs économiques :

Le prix :

Lorsque le prix d'un bien augmente, la demande va baisser.

Mais il faut distinguer la nature des biens. En effet, pour certains biens la consommation est difficilement compressible.

Elasticité : c'est le rapport entre la variation de la consommation en % et la variation des prix en %.

Cependant il y a certains produits donc l'élasticité est plutôt positive : les biens de luxe.

L'offre :

Selon Galbraith, les besoins de consommateurs sont créés par les entrepreneurs. C'est l'offre qui va impulser la consommation.

L'offre crée le besoin.

Les taux d'intérêts :

Une partie de la consommation est financée par le crédit à la consommation, et le taux du crédit dépend du taux d'intérêt.

Néoclassique : taux d'intérêt c'est le prix du renoncement à la consommation.

Si taux d'intérêt fort = épargne et peu de consommation.

Si taux d'intérêt faible = faible épargne et forte consommation.

Les déterminants psychosociologiques :

En effet dans l'analyse économique, on va considérer que le consommateur est un acteur économique rationnel.

- Il existe un effet de démonstration social : Duesenberry

Les individus cherchent à imiter le mode de consommation du groupe social dont le niveau de vie est immédiatement supérieur au leur.

Les faibles revenus ont une propension à consommer plus importante.

- L'effet mémoire : Brown

La consommation dépend non seulement de son revenu actuel mais également des habitudes de consommation passées.

Les mémoires ont tendance à vouloir maintenir leur niveau de vie en désépargnant.

On va considérer que la consommation va baisser que si la baisse du revenu se prolonge.

- La fonction symbolique de la consommation : Baudrillard

Pour cette thèse, on ne consomme pas des biens, mais des symboles. La consommation satisfait un désir.

- La consommation est dictée par les normes sociales : Bourdieu

La société est constituée de groupes sociaux organisés.

Un groupe social est un ensemble d'individus qui connaissent les mêmes conditions économiques, mais qui ont également des normes et des valeurs identiques.

Ces groupes sociaux occupent une certaine place dans la société car la structure sociale est hiérarchisée.

Un individu consomme donc en fonction de sa position sociale.

2) L'investissement.

C'est l'acquisition de biens matériels qui vont être utilisés dans la production pendant au moins un an.

L'investissement se traduit par une demande de biens d'équipements.

Depuis une quinzaine d'année, on met de plus en plus l'accent sur les investissements immatériels.

Le multiplicateur d'investissement selon Keynes :

La propension à consommer = augmentation de la consommation / augmentation du revenu.

Si $PC = 0,8$ = Lorsque le revenu dans l'économie augmente de 1€, la consommation augment de 0,8€

Variation It = 100

Propension consommer : 0,8

*Variation production = 500 (5*100)*

5 sera donc le multiplicateur d'investissement

C'est ce raisonnement qui va justifier la politique économique Keynésienne :

Les dépenses de l'Etat et les dépenses d'investissement peuvent avoir un effet multiplicateur sur la production.

C) La croissance effective peut elle être durablement différente de la croissance potentielle ?

On peut distinguer 3 cas :

- Croissance effective = Croissance potentielle :

C'est le cas idéal parce que cela veut dire que sur le marché se constitue un équilibre de plein emploi.

Pour l'analyse libérale, sur le long terme, la croissance effective est toujours égale à la croissance potentielle, car le marché est un autorégulateur quasi parfait.

- Croissance effective est $<$ à la croissance potentielle :

C'est ce qu'on appelle un équilibre de sous emploi.

A court terme, il peut y avoir du chômage, mais surtout ne rien faire car l'équilibre de sous emploi redeviendra l'équilibre de plein emploi.

Mais selon Keynes, il faut une politique de relance.

- Croissance effective $>$ à la croissance potentielle :

Période inflationniste. Les prix augmentent.

Surtout pas de politique de relance.

Aujourd'hui période de stagflation

Agir sur l'offre ou la demande ?

Ces deux types de facteurs sont de nature différente. En effet, lorsqu'il s'agit d'agir sur les facteurs d'offres, on va plutôt avoir une politique de nature structurelle, c'est-à-dire éliminer ou réduire tout ce qui peut entraver une utilisation optimale des facteurs de production.

Alors que si on agit sur les facteurs de demande, on est plutôt dans un cadre conjoncturelle, c'est-à-dire agir sur ces facteurs sur le court terme pour favoriser la croissance économique.

Or ces deux types de politiques sont très différents :

- La question du temps de travail (35h) : Aujourd'hui cette réduction du temps de travail constituer une limite structurelle à l'utilisation optimale du facteur travail. Donc la conséquence est de réduire la croissance potentielle.

- Agir sur le pouvoir d'achat : Relancer la consommation. Mais lorsqu'on parle de pouvoir d'achat, elle peut être mesurée par la quantité de marchandises que l'ont peut obtenir avec un certain niveau de revenu. Donc pouvoir d'achat dépend de deux facteurs : Revenu et Prix.

Lorsque le pouvoir d'achat baisse : Prix augmentent + rapidement que les revenus.

Situation actuelle :

On agit sur les revenus et dans le même temps on assoupli les 35 heures (politique structurelle).

Pour relancer la croissance en France, il faut plutôt agir sur les facteurs d'offres, notamment sur l'investissement et sur certaines rigidités du marché qui empêchent les entreprises de développer leurs investissements

D) La question du développement durable.

Définition de la Commission Brundtland : C'est un développement qui répond aux besoins du présent, sans compromettre la capacité des générations futures, de répondre aux leurs.

Depuis quelques années, on s'occupe de plus en plus de nos effets négatifs de notre mode de développement.

Les organisations internationales et les gouvernements nationaux se penchent de plus en plus sur ce problème, et plus largement sur le problème de l'environnement.

Ont été mis en place un certain nombre de sommets qui discutent de ces problèmes, et qui essaient de trouver des accords, afin de permettre le développement durable, parce qu'on prend conscience que notre mode de développement risque de dégrader notre environnement.

On a considéré que les ressources naturelles n'étaient pas un bien économique, car elles étaient illimitées selon SAY.

Or, à la fin des années 60, on prend conscience qu'il y a une raréfaction de nos ressources naturelles, et que cette évolution remet en cause notre mode de développement.

Le rapport du MIT est critiqué.

Ce que montre ce rapport c'est que la croissance que l'on connaît depuis 2 siècles a des limites.

Les Nations unies vont s'emparer du problème, notamment en 1972, il y a une conférence des Nations Unies sur l'environnement humain qui se tient à Stockholm.

Au cours de cette conférence, on discute des problèmes de l'interaction entre écologie et économie. C'est ce qu'on appelle Ecodéveloppement. Les pays s'engagent à encourager toutes les mesures visant à protéger l'environnement.

Commission Brundtland en 1983 : Elle élabore des recommandations qui seront reprises en 1992 à la conférence des Nations Unies, sur l'environnement et le développement.

80% de la population mondiale n'est pas concernée.

La question est de savoir comment peut-on préserver l'environnement, tout en permettant d'améliorer le sort des populations qui ne sont pas concernées par ce développement.

Le débat porte sur l'idée que notre mode de développement est d'un point de vue social inégalitaire.

- taxe écologique sur les véhicules

3) Les Cycles Economiques

Analyse qui revient depuis les années 1970 dans la pensée économique.

Accélération de la croissance, puis ralentissement de la croissance. Elle connaît donc des fluctuations.

Les cycles étaient réguliers, revenaient dans le temps régulièrement.

Les économistes se sont penchés sur ce problème en essayant d'expliquer ces cycles.

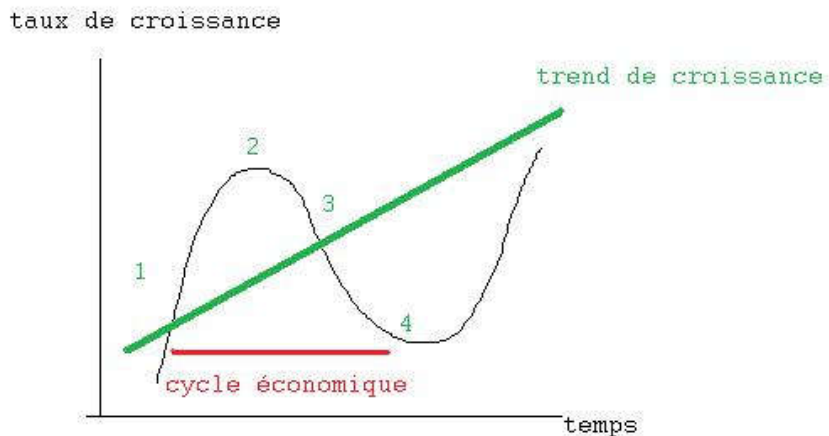
1) Les différents types de cycles.

1 : Expansion : le taux de croissance est supérieur au trend de croissance

2 : Crise

3 : Dépression – Récession : le taux de croissance est inférieur au trend de croissance

Dépression : Ralentissement de la croissance économique



Cycles Kitchin :

De 3 à 5 ans, qui s'expliquent par le comportement des entreprises en termes de stock.

En effet, au cours de la période d'expansion, les entreprises reconstituent et augmentent leurs stocks.

Ceci entraîne une accélération de la croissance de la production, et en même temps une hausse des prix.

Cycles Juglar :

De 8 à 11 ans. Ces cycles sont liés aux comportements d'investissements des entreprises.

Dans les périodes d'expansion, toutes les entreprises augmentent en investissant leurs capacités de production.

Il y a un moment de crise où les capacités de productions excèdent la demande sur le marché : Situation de surproduction.

Ceci va entraîner une baisse de la production, une montée du chômage, ce qui a des effets négatifs sur la demande, ce qui entraîne une nouvelle baisse de l'ordre, etc.

Lorsque le niveau de production devient très bas, il y a une reprise et ainsi de suite.

Cycles Kondratiev :

Ils ont été mis en évidence au cours des années 1920. Ce sont des cycles longs, car ils durent à peu près 40 à 50 ans.

Durant une première phase, phase A, d'expansion, qui dure 25 ans, il y a une accélération de la croissance, et une hausse des prix, puis survient la crise et l'entrée dans une phase de dépression, d'une durée analogue et qui est marquée par une baisse des prix.

Cycles expliquées par le Progrès technique selon Schumpeter. Le progrès technique entraîne un processus de destruction créatrice.

Le progrès technique selon Schumpeter est discontinu :

- A périodes régulières apparaissent des innovations majeures, qui permettent le développement des innovations mineures. On appellera cela des grappes d'innovation.

Ces grappes d'innovations permettent le développement de nouvelles activités. Et ce sont ces nouvelles activités qui vont permettre les phases d'expansions.

Au bout de quelques années, ces innovations arrivent à maturité. Donc la croissance s'en trouve ralentie.

Donc le déclin de ces activités entraîne la dépression, et le processus de destruction l'emporte sur le processus de création.

Il faudra donc attendre une nouvelle grappe de création, pour entrer dans un nouveau cycle.

2) Les crises économiques

La crise est la période de retournement d'un cycle. C'est la période la plus haute de la phase d'extension et c'est l'entrée dans une phase de dépression.
Par dépression, la crise est un temps relativement court.

a) Le Krach Boursier

Le Krach boursier de 1929 trouve son origine dans un mouvement de spéculation sur les marchés boursiers, qui durait depuis 5 ans.

Cette forte période de croissance économique a nourri les cours boursiers.

Mais cette hausse des cours boursiers, a créé un mouvement de spéculation :
Acheter un titre pour pouvoir le vendre plus cher.

La spéculation entraîne une séparation entre la sphère réelle et la sphère financière.
Ce qui veut dire que la croissance des cours boursiers, était plus élevée que la croissance économique.

Ceci provient du fonctionnement particulier du marché boursier.

b) Les manifestations de la crise

Le krach boursier a entraîné un manque de liquidité pour financer l'activité économique, ce qui s'est traduit à la fois par une baisse de la production, une hausse du chômage, et une baisse des prix.

D'autres part, les relations entre les différentes banques, au niveau international, ont favorisé la diffusion de la crise au niveau mondial.

Les banques US ont retiré leurs fonds des banques européennes.

3) La crise des années 1970

a) Evènement déclencheur

C'est la crise du pétrole qui a déclenché cela. Le baril est passé de 3 à 12 dollars.
(Depuis 1945).

Il y a **aussi des causes géopolitiques** : liées au conflit entre l'Israël et les pays Arabes.

L'Israël a été détruit en partie, mais ils ont pu retourner la situation grâce aux pays occidentaux.

Les pays arabes ont décidé pour se venger d'agir sur le prix du pétrole.
L'OPEP a agit sur les prix.

Les principaux producteurs de pétrole à l'époque sont les USA et l'Union Soviétique. Il est donc difficilement imaginable que les prix ont augmenté sans leurs accords.

Au prix de 3 dollars le baril, les nouvelles réserves exploitées ne sont pas rentable. **Donc la hausse du prix du pétrole a permis de rendre cela rentable.**

Un second choc pétrolier en 1979, liée à la révolution Iranienne, et surtout à la guerre qui s'en est suivie entre l'Irak et l'Iran.

b) Les enchainements de la crise

Le pétrole est utilisé pour beaucoup de produits. Donc, très forte demande des pays industrialisés développées.

Donc conséquences :

- Les couts de production ont augmenté, ce qui a provoqué une accélération de l'inflation.
- Les pays industrialisés importaient ce pétrole, et donc la hausse du prix du pétrole a impliqué un fort déficit extérieur, provoquant une contrainte extérieur sur les pays industrialisés.
- La hausse des prix a eu des effets sur la demande qui était le principal moteur de la croissance économique, d'où un ralentissement brutal de cette croissance économique.
- D'autre part une partie des revenus est consacrée au financement du déficit extérieur.
- En 1974-75 les pays industrialisés vont connaitre une croissance économique négative. (5-6% >>>> presque nulle) donc provoqué du chômage.

Problème car une crise provoque dans la déflation, alors qu'ici inflation et ralentissement activité économique : Stagflation

Entre 1970 et 1993, le % des chômeurs est multiplié par 4. Entre 81 et 95, le nombre de chômeurs va doubler.

Toute la période des années 70, 80 peut être considérée comme une période de dépression, se manifestant par un net ralentissement de la croissance économique.

On peut interpréter cette crise comme un moment du cycle long, c'est-à-dire que le cycle d'expansion aurait marqué la période dite des 30 glorieuses, ensuite entré dans une phase dite baissière.

En effet, la crise des années 30 a marquée la fin d'un certain mode d'expansion ou le marché jouait un rôle central. D'ailleurs, le gouvernement se refuse à intervenir, augmentant la crise.

La politique de relance n'a plus aucune efficacité, car le développement des économies internationales était de plus en plus dépendantes des autres pays.

On ne peut plus donc réfléchir à une économie seulement nationale.

C'est pour cette raison qu'à la fin des années 70, avec la victoire de Thatcher, Reagan en 80, changement de politique en France en 83, s'ouvre une nouvelle ère économique ou la priorité est donné a la régulation par le marché.

La priorité est donnée pour que l'Etat intervienne le moins possible.

Et maintenant, il faut on re-régule l'économie.

Introduction :

Il ne faut pas confondre travail et emploi. Il y a dans les notions, une dimension sociale, car le travail reste dans nos sociétés le principal facteur d'intégration sociale. C'est ce qui nous donne une identité sociale.

On va plutôt voir cela dans un aspect économique.

Le travail est considéré comme un facteur de production. C'est donc une ressource productive. Mais le travail dans les économies industrialisées a pris une forme particulière qui s'est généralisée depuis 2 siècles : C'est le travail salarié. C'est le travail salarié qui a donné lieu à la notion d'emploi.

L'emploi constitue une place dans la production et une situation dans la hiérarchie de l'entreprise. Cette idée d'emploi est nouvelle : fin 19^{ème} siècle.

On organise l'emploi en définissant la relation entre celui qui va utiliser un service appelé la force de travail, et celui qui vend ce service qu'on va appeler le travailleur. **Cette relation va s'appeler le contrat de travail.** Or c'est la nature du contrat qui va caractériser la nature de l'emploi.

Selon J. Freyssinet :

Le travail est une activité humaine finalisé par la production de valeur d'usage, matériel et immatérielle.

Dans cette définition on y inclut le travail domestique (valeur d'usage).

I) Le travail et organisation du travail

L'objectif de l'organisation du travail est d'utiliser le facteur travail de la façon la plus efficace possible.

- Le travail est une ressource productive qui par définition est rare.
- Pour produire, le travail est un facteur de production indispensable. On ne peut pas produire sans travail.
- Dans les économies industrialisées, le facteur travail est complémentaire d'un autre facteur de production, le capital.

Le problème qui se pose pour chaque entreprise, est quelle combinaison de facteur de production doit-on utiliser. **Quelle quantité de travail et de capital doit-on combiner pour pouvoir produire une certaine quantité de marchandise ?**

Or le choix de la combinaison dépend de son cout.

Le moyen de réduire le cout, est d'accroître la productivité du travail.

A) Comment rendre le travail plus efficace ?

La réponse a été apportée dès le 18^{ème} siècle. C'est Adam Smith qui nous la donne : Pour accroître la productivité du travail, il faut y ajouter la division du travail.

Exemple de la manufacture d'épingle :

Sans division : 1 seule épingle, avec : 400.

La division du travail c'est la division du processus de production en tâches simples, chaque salarié n'effectuant qu'une seule tâche. C'est ce qu'on appelle une division horizontale du travail :

- L'habileté du travailleur s'accroît.
- Un gain de temps entre les tâches.
- Favorise la mécanisation des tâches simples.

Cependant, il va falloir attendre plus d'un siècle pour que la division du travail devienne l'objet d'une véritable définition scientifique, et pour que soit proposé dans ce cadre, une organisation du travail devant favoriser la croissance de la productivité du travail.

1) Les principes du Taylorisme

Ces principes répondent à des préoccupations industrielles.

Taylor a été quelques mois ouvrier, et a regardé ce qu'il se passait.

Il a remarqué que l'efficacité des ouvriers n'est pas optimale. C'est-à-dire que les ouvriers n'essaient pas de travailler le plus efficacement possible. Ils perdent du temps.

C'est ce qu'on appelle la flânerie systématique de l'ouvrier :

- L'ouvrier organise lui-même son travail. Rien ne lui est imposé.
- Il n'y a aucun mécanisme d'incitation pour l'ouvrier, qui l'engage à améliorer l'efficacité de son travail.

C'est à partir de cette pensée, qu'il va définir l'OST.

Les principes du Taylorisme sont fondés sur une double division du travail :

- Division horizontale : Dans les tâches d'exécution est chargé d'une tâche élémentaire, la plus simple possible, qu'il puisse réaliser la plus rapidement possible.
- Division verticale : Il faut créer des salariés dont la tâche principale sera de définir des tâches simples : Bureau des méthodes. « The one best way »

Le contremaître est l'intermédiaire entre le bureau des méthodes et l'atelier

Bureau des méthodes : Conception

Atelier : Exécution

Il faut inciter le travailleur à être efficace. Il faut le rémunérer au rendement.

Le Fordisme :

Ford va à la fois appliquer le Taylorisme mais en même temps il va se dire que la productivité serait améliorée si le salarié n'avait pu se déplacer.

C'est par un système de convoyeur que la pièce va venir au salarié. **Ce système va être à l'origine du travail à la chaîne.**

C'est la chaîne qui imprime le rythme de travail.

Le deuxième apport est la standardisation, c'est-à-dire l'uniformisation de la production.

On produit des produits qui ont tous la même composition : La Ford T noire.

Cela introduit une très forte réduction des coûts de production.

Cela va être à l'origine de la **production de masse**. Mais il faut aussi que la consommation augmente :

Ford va doubler le salaire : 2,5 à 5 \$ par jour, pour permettre à ses employés d'être ses clients : **consommation de masse**.

Dans le Fordisme :

Une organisation du travail qui reprend les principes du taylorisme, qui ajoute le travail à la chaîne.

La standardisation de la production qui permet de réduire les coûts de productions, et qui permet de baisser les prix des produits industriels.

C'est ce qui va permettre la production de masse.

On peut définir le fordisme de 2 manières :

- C'est à la fois une forme d'organisation du travail qui permet la production de masse,
- C'est aussi un mode de régulation de l'activité économique, qui repose sur la répartition des gains de productivité entre salaires et profits, favorisant ainsi la consommation de masse.

Ce modèle fonctionne relativement bien, car il y aura des conflits sur les conditions de travaux.

En contrepartie, c'est la hausse du pouvoir d'achat.

2) La double crise du Taylorisme

A) Crise social du Taylorisme

Elle se développe au cours des années 1960. A partir de ces années la, on assiste à un certain nombre de phénomènes dans les entreprises industrielles, qui ont principal point commun de remettre en cause le taylorisme :

- Montée de l'absentéisme
- Turnover (changement d'entreprise du jour au lendemain).
- L'accroissement des mal façons : sabotage
- La montée des conflits sociaux (mai - juin 1968 en France).

On constate que le plus souvent, c'est la main d'œuvre la plus jeune, celle qui arrive dans le marché du travail des années 60, qui remettent en cause les conditions de travaux :

- Main d'œuvre née après la seconde guerre mondiale, qui n'ont pas conditions les mêmes conditions de vies.

B) Crise d'inadaptation du taylorisme

Les années 70 connaissent deux évolutions majeures qui remettent en cause le Taylorisme :

- L'évolution de la demande : Les consommateurs modifient leur comportement : Ils veulent une meilleure qualité des produits et des produits de plus en plus individualisés, qui se distinguent. Le Taylorisme ne peut pas donc répondre aux exigences des consommateurs.

- L'évolution des techniques de productions : Le développement de nouvelles technologies, qui se traduit par l'introduction de machines qui réalisent les tâches d'exécutions. La production est de plus en plus automatisée. Ces automates tendent donc à remplacer les salariés dans les ateliers. Cela signifie également que les salariés doivent être plus qualifiés. Cela remet donc en cause la taylorisme fondé sur l'utilisation d'une main d'œuvre faiblement qualifiée.

Le Taylorisme connaît une nouvelle fois une inadaptation.

Conséquences :

- Salariés moins motivés.
- Une production incapable de répondre aux besoins des consommateurs
- Des techniques de production remettant en cause l'emploi taylorien.

Cela rend le Taylorisme contreproductif. Ceci va se traduire par une baisse des gains de productivité.

IL va donc falloir changer l'organisation du travail.

B) Les nouvelles formes d'organisation du travail (post ou néo taylorienne).

1) Vers un post Taylorisme : Toyotisme ou ohnisme.

C'est une réponse à la crise du Taylorisme.

On essaye d'enrichir les tâches.

On essaye de favoriser l'implication des salariés, en créant des équipes semi-autonomes : c'est une équipe à laquelle on fixait des objectifs généraux, mais cette équipe, pour atteindre ses objectifs, s'organisait comme elle l'entendait.

Mais, suite à la crise, il va y avoir une véritable fascination pour le modèle économique japonais : On était dans une période où les pays industrialisés connaissaient un ralentissement de l'activité, et une forte inflation. Tous les pays sont touchés, sauf le Japon.

Les produits japonais sont de meilleure qualité, et surtout moins chers.

Comment font-ils ?

On a essayé d'importer les principes d'organisation de Toyota, dans les entreprises européennes, et américaines.

Ces principes ont été définis par Ohno :

- L'autonomisation : Lorsqu'une anomalie dans la production survient, il y a un système d'alerte qui permet l'arrêt automatique des machines. Mais, ce principe d'autonomisation va être étendu aux salariés. Lorsque les salariés observent une anomalie, ils peuvent prendre d'eux-mêmes la décision d'arrêter la ligne de production. Cela veut dire qu'il y a une véritable autonomie de décision des travailleurs d'exécution.

- Le juste-à-temps : La production est déclenchée par une commande qui se situe toujours en aval de l'unité de production. On produit lorsqu'une demande est déclarée. La demande déclenche l'offre. Ce JAT permet d'éliminer les stocks de production, qui représentent un coût pour l'entreprise. C'est pour cette raison qu'on parlera d'une production à flux tendu.

- le Système Kanban qui permet d'éliminer tout l'aspect administratif de la production, ce qui donc réduit les coûts de production.

Le Toyotisme est donc une véritable organisation du travail Post Taylorienne. Il constitue une rupture avec les principes du Taylorisme, parce qu'il donne une plus grande autonomie aux salariés d'exécution, car ces opérateurs peuvent intervenir dans la production, sans que la hiérarchie intervienne. Cela permet l'amélioration de la qualité de la production, en grande partie grâce aux 5 zéros :

- 0 pannes
- 0 délais
- 0 défauts
- 0 stocks
- 0 papiers

Cela permet de réduire les coûts, donc de vendre moins cher, et permet d'améliorer la qualité de la production.

1) Une nouvelle division du travail proche du Taylorisme : Le Néo taylorisme.

Kern et Schuman vont observer ce qu'il se passe dans les industries allemandes, et concluent donc à l'abandon des principes traditionnels de la stricte division du travail.

Ils observent que dans l'industrie on définit de nouveaux postes de travail, et l'objectif est de réduire les effectifs.

Ces nouveaux postes de travail correspondent à des emplois plus qualifiés, et les salariés qui les réalisent ont des tâches plus variées.

Cette vision est fortement critiquée, et d'autres sociologues comme Benjamin Coriat, estime que les nouvelles formes d'organisation du travail ne constituent en fait qu'une remise en cause limitée du Taylorisme.

Le 1^{er} exemple est le cercle de qualité importé du Japon, qui regroupe des salariés d'une même unité, et qui vise à impliquer les salariés dans les décisions qui doivent être prises pour améliorer la qualité du travail, et le confort du salarié.

Cela veut dire qu'on va consulter les salariés, et qu'on va leur demander quelles décisions doivent être prises par l'entreprise pour améliorer la qualité du travail.

Il ya de fortes oppositions sur ces cercles de qualités :

- Une opposition syndicale.

La TAO (taylorisation assistée par ordinateur) : Les évolutions n'ont pas fondamentalement remis en cause les principes du Taylorisme.

Il va prendre 3 caractéristiques que la taylorisme est toujours en place :

- Les nouvelles organisations du travail sont toujours à la recherche incessante des gains de productivités, en essayant d'éliminer les temps morts.

- Le rythme du travail reste imposé de l'extérieur (pas de contrôle du rythme de travail) : Ce n'est plus la machine qui impose ce rythme, mais la demande des clients.

- La généralisation du taylorisme dans le secteur des services.

2) Les nouvelles formes d'organisation du travail : une pluralité des modèles.

a) L'autonomie contrôlée.

Dans cette autonomie contrôlée, le salarié a plus d'autonomie par rapport aux années 70. Mais dans le même temps, les contraintes deviennent plus importantes. Il y a une progression des contraintes au travail.

On peut distinguer 2 types de contraintes :

- Les contraintes industrielles, dont l'objectif est de régulariser l'activité productive : C'est la définition de normes de productions, la vitesse automatique des machines, mais également le déplacement automatique des produits.

- Les contraintes marchandes, qui ont comme objectif de s'adapter à la demande des clients.

Ces deux types de contraintes s'appliquent aujourd'hui mais elles ont des conséquences différentes.

Pour les contraintes industrielles, elles engendrent une forte pression sur les salariés. Mais ces contraintes sont plutôt stable et surtout prévisible pour les salariés. Donc les salariés vont s'adapter soit individuellement, soit collectivement à ces contraintes.

Les contraintes marchandes sont beaucoup plus imprévisibles, ce qui fait que le plus souvent, lorsque ces contraintes s'exercent, le salarié est obligé de travailler dans la précipitation, entraînant une véritable dégradation des conditions de travail, qu'on appellera une souffrance au travail.

Mais ces contraintes peuvent s'exercer de manière différente suivant les qualifications de l'emploi :

- Les ouvriers sont plutôt soumis à des contraintes industrielles.
- A l'inverse, les cadres sont plutôt soumis à des contraintes de la demande.

Durant 95-2000, les contraintes industrielles ont tendance à régresser, alors que les contraintes marchandes sont en expansion. Aujourd'hui, à peu près 2/3 des salariés voient leur rythme de travail dépendre de la variation de la demande.

De plus, les organisations industrielles, ont eu tendance à chercher à devenir plus flexible, afin de répondre aux évolutions des marchés.

Dans le même temps, les activités commerciales adoptent certains principes d'organisations industrielles

b) Les caractéristiques majeures de l'évolution de l'organisation du travail.

Il n'y a plus un modèle, mais une diversité de modèles.

On peut les caractériser :

- L'ancien modèle Taylorien n'a pas disparu. IL décline. Il s'est transformé pour s'adapter aux nouvelles contraintes de gestion et de mise en œuvre de la production en instituant de nouveaux types de contrôles :

- Les normes de productions
- Les rythmes de production régulés par la demande.

Mais l'évolution majeure concerne la flexibilité productive.

- Les formes de subordination hiérarchique cède le pas à une juxtaposition de contraintes, et d'initiative que l'on peut résumer par l'expression : d'autonomie contrôlée. Or cette autonomie contrôlée dans l'organisation du travail, source d'une injonction paradoxale :

- Autonome, mais dans un cadre de plus en plus normé, ou les règles de son activités sont de plus en plus rigides.

Ces nouvelles organisations du travail sont source de tension pour le salarié, et même parfois de souffrances nouvelles.

Souffrances liées la plupart du temps à l'intensification du travail et au cumul des contraintes.

Ces études montrent que les organisations du travail ont tendance à casser le collectif du travail. Or c'était un moyen pour se protéger.

Dans certains types d'emplois, les salariés à choisir entre la qualité du travail, et les rythmes du travail.

II) L'emploi et le chômage

La notion d'emploi apparaît au cours de la seconde moitié du 19^{ème} siècle, avec le développement industriel, qui a comme particularité de développer la main d'œuvre dans un même lieu.

L'emploi a aussi une dimension sociale, car c'est dans notre société, ou l'on se trouve intégré dans la société, et où l'on acquiert une identité sociale.

A) L'emploi

L'emploi est l'activité professionnelle rémunérée. La notion d'emploi résume la notion de travail.

Le travail est devenu emploi, car c'est le résultat de l'emprise de la pensée économique. Dans la pensée économique est travail ce qui peut être mesuré. On va prendre en compte dans la pensée économique, le seul travail rémunéré.

Le progrès technique qui est une caractéristique majeure de l'économie depuis 2 siècles, nécessite de regrouper un nombre de plus en plus important de travailleurs sur un même lieu.

Cependant, la notion d'emploi n'est pas une notion homogène.

1) Emploi et statut de l'emploi.

a) Le travail indépendant.

C'est la situation d'un actif occupant un emploi, sans être lié par un contrat ou un autre statut, avec un employeur.

On distingue 3 types d'indépendants :

- Indépendants sans salariés
- Les employeurs
- Les aides familiaux.

Aujourd'hui en France, 8% des travailleurs sont indépendants, alors que jusqu'au années 1930, le travail indépendant est majoritaire en France.

Des raisons structurelles : Les non salariés, ont vu leurs effectifs divisés par 2.

Cependant, pour des raisons conjoncturelles, on peut assister à une augmentation sur le court terme du travail indépendant.

b) Les facteurs structurels de l'emploi non salarié.

Ces facteurs expliquent les déclinés du travail indépendant.

Ces facteurs structurels, sont liés à des mutations économiques de long terme.

Ces mutations ont comme 1^{ère} caractéristique :

L'évolution de la place de l'agriculture dans notre système productif.

Un million et demi d'emploi en moins dans l'agriculture. Ce qui veut que la baisse de l'emploi des effectifs agricoles explique les $\frac{3}{4}$ de la baisse des effectifs des non salariés, depuis le début des années 1970.

Cette chute de l'emploi agricole :

- Modernisation technique et organisationnel du secteur de l'agriculture.

Le poids de l'agriculture est resté important jusqu'au années 1950 dans l'économie Française.

La mutation agricole date des années 50-60.

Volonté de moderniser le système productif, et d'accroître la productivité de l'agriculture, ce qui va être conforté par la politique agricole commune.

Tendance à la salarisation dans l'agriculture, notamment les aides familiaux, qui étaient non salariés, sont devenus des salariés.

Enfin, la désaffection des jeunes pour le travail de la terre.

Cependant, on assiste à une certaine reprise de l'emploi salarié non agricole depuis 2003.

La restructuration du petit commerce : Ce déclin explique 60% de la baisse du nombre de non salariés, non agricoles.

Explication : transferts de l'emploi du travail indépendant vers l'emploi salarié : Développement des grandes surfaces de distribution.

3^{ème} déterminant structurel, d'ordre démographique :

- IL y a vieillissement des actifs occupant un emploi non salarié. Ils ne sont pas remplacés, donc déclin des emplois non salariés.

c) L'évolution du court terme et les déterminants conjoncturels.

Deux approches possibles :

-a : On peut considérer que le non salariat, peut être une alternative au chômage et donc au manque d'emploi sur le marché de l'emploi salarié :

La montée du chômage sur le court terme tend à favoriser la hausse de l'emploi non salarié :

En période de ralentissement de l'activité économique, la destruction d'emploi non salarié est moins importante que la destruction d'emploi salarié. Les non salariés sont donc mieux protégés. Mais il y a également un processus de substitution. En effet, 1 salarié qui se trouve au chômage peut être incité, encouragé, à créer son propre emploi. C'est pour cette raison que l'Etat a pu mettre en place des dispositifs d'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises, afin de favoriser la création d'emplois non salariés par les chômeurs.

-b : Approche « entrepreneuriale », qui s'explique par des gains plus élevés que dans l'emploi salarial. Les indicateurs économiques montrent que depuis le début des années 2000, une part croissante du revenu revient au capital. Cela signifie pour un travailleur indépendant (qui perçoit un revenu mixte) (rémunère capital et travail), augmente plus rapidement que le revenu provenant de son travail. Cela encourage donc les salariés à devenir entrepreneur.

Augmentation à court terme, mais pas à long terme.

d) Le travail salarié.

Plus de 90% sont des emplois de salariés. Elle représente la forme capitaliste du travail. Ce salariat est le résultat d'une double rupture :

- La rupture qui consiste à distinguer celui qui est propriétaire des moyens de productions, le patron, et celui qui travail.

- Le lieu de formation du salarié. Cette formation s'inscrit dans le système éducatif, et qui se trouve en dehors de l'entreprise.

Avec le travail salarial, il est possible de considéré le travail comme une marchandise, qui s'échange sur le marché du travail. Sur de marché, les quantités échangées dépendent d'un prix, celui du travail, c'est le salaire.

Cependant, dans une société libérale, le travailleur n'est pas une marchandise.

On va donc considérer que le salarié est un être libre, et notamment sa liberté concerne la possibilité de vendre ou non sa force de travail.

Or cela désorganise la production.

C'est pour cette raison qu'a été crée un lien de subordination entre l'entrepreneur et le salarié : le contrat de travail.

Ce lien de subordination va entrainer une intervention de l'Etat. C'est cette intervention qui va permettre de constituer le salariat moderne. Cela va empêcher des rapports de dominations entre l'employeur et le salarié.

2) Les grands traits de la dynamique de l'emploi

a) Les évolutions structurelles concernant :

La population active :

Les évolutions structurelles vont concernées ceux qui occupent un emploi, mais également les qualifications et les normes de l'emploi.

En ce qui concerne les actifs, ils augmentent depuis 50 ans. Cette augmentation est essentiellement due à la montée de l'activité féminine.

3 facteurs freinent cela :

Allongement de la durée des études

On sort de l'activité de plus en plus tôt.

Le vieillissement de la population.

On peut s'attendre dans les années à venir à une quasi stagnation de la population active, voire une baisse.

En 1975 : 20 millions d'emplois

En 2006 : 25 millions d'emplois

La qualification des emplois :

Evolution structurelle : la qualification des emplois, on distingue 2 types de qualifications :

- Celle qui concerne l'emploi définie par convention, en combinant plusieurs facteurs, le savoir, le savoir faire, le savoir être.

Il existe une relation entre la qualification de l'emploi et celui du salarié. Mais il n'y a pas obligatoirement concordance, surtout en période de chômage :

- Lorsqu'on arrive sur le marché du travail, que le lien entre qualification de l'emploi et du salarié est le plus large. Il y a toujours un temps d'adaptation plus ou moins rapide.

Il y a de plus en plus d'emplois qualifiés.

La tendance à la précarisation de l'emploi :

En effet, après la seconde guerre mondiale, et au cours des années 50-60, s'est généralisé l'emploi typiques :

- Emploi à durée indéterminée.
- Emploi à temps plein
- Emploi qui connaît les garanties de promotions
- Emploi exercé sur un lieu de travail spécifique et unique.

Tout emploi qui ne réunit pas ces caractéristiques sont atypiques.

Or ces emplois se développent depuis les années 70 :

- les CDD
- Les missions d'intérim (l'employeur n'est pas celui qui utilise la force de travail de l'intérimaire, mais la société d'intérim)
- L'apprentissage
- Les temps partiels (-35h/semaines).

Ces emplois sont précaires, mais sont ces emplois qui ont entretenu la création d'emplois depuis les années 1980.

Le nombre de ce type d'emploi a augmenté de 86%, alors qu'au cours de la même période, l'emploi salarié a augmenté de 12%.

Il faut rester prudent :

- L'emploi typique reste majoritaire, mais on crée surtout des emplois précaires, et peu d'emplois typiques.

- D'autres parts, ces emplois atypiques peuvent être facilement détruits. En période de ralentissement de la croissance, les 1^{ers} emplois détruits sont atypiques.

Causes :

- La montée du chômage
- Le ralentissement de l'activité de la croissance économique.

La crise économique a eu comme principale conséquence d'accentuer la concurrence entre les entreprises. Ce qui a amené les entreprises pour réduire leurs coûts de productions, à adapter de plus en plus rapidement leurs productions, aux évolutions de la demande. (Flexibilité de l'offre). Cette flexibilité suppose dans le même temps, une adaptation la plus rapide possible du volume de main d'œuvre employé (flexibilité du travail).

Or, l'emploi typique rend rigide le travail, car il est relativement difficile, et coûteux d'adapter leur volume de travail.

Cette flexibilité a été favorisée par la montée du chômage, et surtout cette précarisation a été encouragée par l'Etat, notamment pour ceux qui se trouvent dans une situation de chômage de longue durée.

Certaines catégories d'actifs sont plus concernées par cette précarité :

- Les femmes à hauteur de 80%
- Les salariés de faible qualification
- Les salariés immigrés et étrangers.

b) Les grandes mutations de l'emploi

La féminisation de l'emploi :

C'est une évolution à laquelle on assiste depuis les années 60. Mutation économique et sociale.

Plus de 6 femmes sont actives. Mais le travail des femmes a un certain nombre de spécificités, et surtout l'égalité professionnelle entre hommes et femmes est loin d'être assurée. En effet, les femmes travaillent plus souvent à temps partiels, alors que beaucoup d'entre elles désiraient avoir un emploi à temps plein.

Les femmes sont donc dans une situation de plus grande précarité que les hommes.

De plus, malgré un niveau de diplôme plus élevé, l'emploi des femmes est moins qualifié et les inégalités de salaires restent moins importantes (-10%).

On peut expliquer ces inégalités professionnelles par une discrimination. Ces discriminations sont liées au statut traditionnel de la femme dans la société. Ces femmes restent d'abord des épouses et des mères de familles. Ceci est un véritable frein à leur promotion professionnelle. Leur emploi est considéré comme un emploi d'appoint dans le ménage. Le plus souvent, avoir un emploi répond à une nécessité :

- Etre plus autonome économiquement
- Sécurité financière
- On vit plus longtemps.

Il y a des emplois typiquement féminins, liés à leur statut dans la société :

La tertiarisation de l'emploi :

Ce sont principalement des emplois du secteur tertiaire qui sont créés.

Par tertiarisation de l'emploi on entend l'idée selon laquelle la part des parts des emplois tertiaires augmente dans l'emploi total (70%).

S'accompagne donc d'un déclin relatif de l'emploi dans l'industrie et le secteur primaire.

Il y a eu un transfert d'emplois du secteur secondaire, vers le secteur tertiaire du fait de l'externalisation des activités tertiaires par les entreprises industrielles.

Les actifs sont classés dans un secteur par la nature de l'entreprise (et non la nature de leur emploi).

Externalisation : Les entreprises ont eu tendance à externaliser leurs services. Cela donne lieu à un contrat commercial entre cette entreprise, et une entreprise de service :

- Gardiennage (travail dans le secondaire, mais est dans le tertiaire).

Le chômage peut être mesuré par l'ensemble des personnes âgées de plus de 15 ans privés d'emploi, et recherchant un emploi.

En effet, les frontières entre emploi, chômage, et inactivité sont de plus en plus floues.

L'Insee permet de connaître chaque trimestre le nombre de chômeurs.

Différentes définition d'un chômeur :

- L'ANPE mesure les demandeurs d'emplois en fin de mois : Il faut être inscrit à l'ANPE, ne pas avoir travaillé 70 heures ou + dans le mois. Il faut rechercher activement un emploi. Il faut être disponible pour occuper un emploi et immédiatement.

- L'INSEE mesure la population sans emploi, à la recherche d'un emploi, au sens du BIT. Chaque trimestre, l'INSEE réalise une enquête emploi, et ces personnes sont interrogées sur leur situation par rapport à l'emploi. Le nombre est déterminé par rapport aux réponses à l'enquête.

IL faut que l'enquêté déclare ne pas avoir travaillé 1h au cours de la semaine de l'enquête, être en recherche active d'emplois, et être disponible dans les 15 jours qui viennent pour occuper un emploi.

Or la mesure du chômage a un sens politique. C'est un indicateur de la réussite ou de l'échec d'une politique d'un gouvernement.

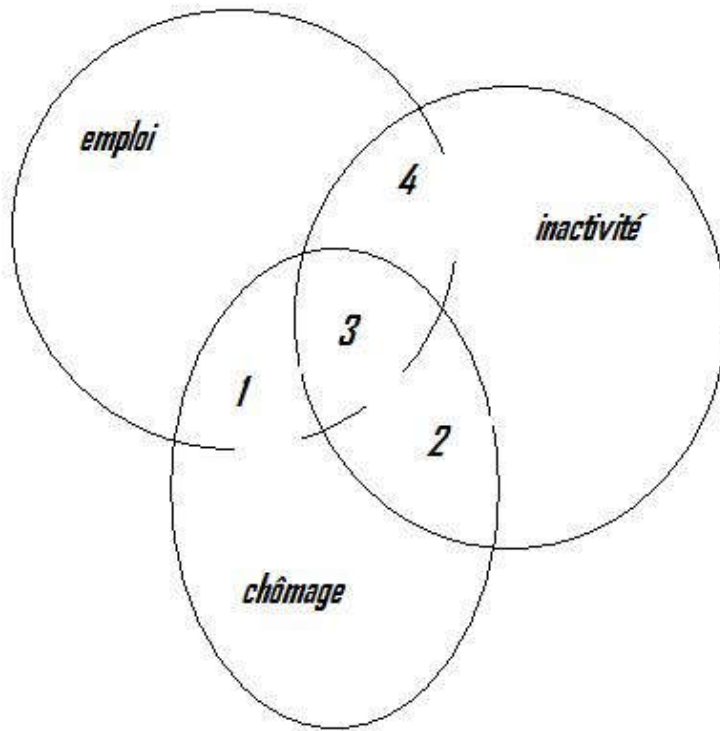
Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre d'actifs * 100

2) Le halo du chômage

Jusqu'au années 1970, les frontières entre d'un côté l'activité ou l'emploi, le chômage et l'inactivité étaient relativement rigide.

Ensuite, les frontières sont devenues beaucoup plus floues.

C'est ce que Freyssinet met en évidence.



1 : Emploi et chômage : temps partie subi, actifs déclassés (les jeunes : écart qui peut exister entre la qualification d'un actif et la qualification de l'emploi occupé. Or, pour les jeunes, on constate que cet écart tend à s'accroître.

2 : Chômage- inactivité : actifs dispensés de rechercher un emploi. Chômeur de plus de 50 ans qui perd un emploi. Pourrait travailler, sont sans emploi mais ne sont pas à la recherche d'un emploi. Ce sont des chômeurs découragés, qui ne perçoivent plus d'indemnités. Ils sont donc considéré comme inactifs.

- Cela concerne les jeunes
- Les femmes

3 : Entre chômage, emploi et inactivité : Les travailleurs clandestins. Ils n'existent pas.

4 : Emploi-inactivité : Temps partiel choisi. Ils sont à la fois en emploi et aussi en situation d'inactivité.

40 % du temps partiels sont des temps partiels subis.

Ces différentes situations remettent en cause la mesure du chômage et donc la réalité de la situation.

Le dénombrement du chômage sous estime le phénomène.

D'après l'INSEE, dénombrait 2,1 millions de chômeurs. Si on incluait les chômeurs découragés, on y compterait 2,8 millions de chômeurs.

On va aussi évaluer le taux de chômage : La part des chômeurs dans la population active. Il est de 8 % environ (sur 100 actifs, 8 sont au chômage).

Le taux d'emploi : Le nombre d'emploi / la population âgée de + de 15 ans.
Pour certains, c'est une véritable mesure du chômage.

L'exemple typique est le taux d'emploi des plus de 50 ans en France. Il est inférieur à 40 %. Sur 100 personnes qui pourraient occuper un emploi, seulement 37 en occupe un.

Les entreprises ne sont absolument pas organisées pour employer les actifs seniors.

Dans certains pays, le taux de chômage peut être relativement faible, mais c'est du à un taux d'emploi faible.

En France, nous avons les deux inconvénients. Nous avons pour certaines tranches d'âges, des taux de chômage élevés, et des taux d'emplois faibles.

3) Les différents types de chômage.

Pour lutter contre le chômage, on doit distinguer différence, types de chômage.

Le chômage conjoncturel : Keynésien.

C'est le chômage qui correspond à un ralentissement de l'activité économique.

En principe, tout ralentissement de l'activité économique se traduit par des destructions d'emploi, mais avec un certain décalage.

On maintient l'emploi à un certain niveau ce qui se traduit par une baisse de la productivité du travail. En effet, la croissance de la production est ralentie.

Aujourd'hui, ce chômage conjoncturel connaît des évolutions beaucoup plus rapide, car liée à l'accroissement d'emplois précaires, parce que les entreprises détruisent en premier temps ces emplois

Aujourd'hui ce sont les emplois d'intérim qui sont les premiers touchés. Ensuite les CDD...

Le chômage structurel :

Dans le chômage structurel, on peut considérer **deux types** :

- Liées aux évolutions et aux transformations des structures économiques. En effet, ces évolutions modifient la structure des qualifications des emplois. Ce qui fait qu'une partie des actifs, ayant perdu leur emploi, en trouve difficilement un parce que leur qualification ne correspondent pas aux qualifications des emplois créés. On la connu au cours des années 70 et 80, avec le déclin des activités industrielles dans le Nord et l'Est essentiellement.

- Le chômage est lié aux structures du marché du travail, et notamment aux rigidités du marché du travail.

Lutter contre le chômage conjoncturel est de relancer l'activité.

Lutter contre le chômage structurel est faire un effort de formation, ou alors rendre plus flexible le marché du travail.

4) Les analyses du chômage

a) Le chômage à l'épreuve des faits.

Deux constats :

- En 1973, avec la crise pétrolière, les économies développées connaissent une rupture dans leur rythme de croissance, qui a des effets sur l'emploi et le chômage. C'est une année charnière, la fin des 30 glorieuses :

- Il y a un fort ralentissement de l'activité économique, de la croissance.

- Il y a une modification dans les fluctuations de la croissance économique (croissance de 4 à 2-1%).

En même temps, le chômage augmente. Alors qu'il était aux alentours de 3%, il va s'inscrire durablement à des niveaux entre 7-9%.

- Les situations de l'emploi sont très différentes suivant les pays. Dans les années 80-90, on a pu distinguer 3 types de pays :

- Des pays qui ont connu une forte croissance de l'emploi, alors que la croissance économique était stable, mais les gains de productivité sont faibles. Ici, le niveau de chômage reste à un niveau peu élevé, qui est lié à un marché du travail très flexible. (Les USA). Cependant, en période de ralentissement de l'activité, il y a une forte poussée du chômage conjoncturel.

- L'Europe Continental : une croissance économique ralentie, mais dans le même temps des gains de productivité élevés. D'où une faible création d'emplois, et un chômage qui augmente régulièrement, alors que le marché du travail est relativement rigide. Le modèle Anglo-Saxon privilégiait la création d'emploi, quelque soit la qualité de l'emploi. A l'inverse en Europe continentale, préférence pour le chômage car les salariés sont trop protégés.

- Le Japon : Qui est peu touché par le chômage, et qui connaît des gains de productivité élevés, avec marché du travail rigide. On l'a expliqué par une forte croissance de la production, tiré par les exportations. C'est donc la compétitivité extérieure fondée sur l'innovation de l'économie japonaise, qui explique la situation au cours des années 1980. Au Japon, le chômage est faible parce qu'il y a un sous emploi élevé. Entre autre la qualité absence d'activités féminines. Cela concerne principalement les années 80. Remis en cause au cours des années 90, car le Japon connaît une forte progression du chômage, lié au ralentissement de la croissance, mais aussi au ralentissement des gains de productivité. (Crise financière 89-90).

Dans les années 80, dans les pays européens, la priorité a été donnée à la flexibilité du travail. Les USA ont vu un niveau de chômage s'élever, car l'économie Américaine connaît une moindre capacité à créer des emplois.

b) Les analyses théoriques.

On va distinguer deux types d'analyses :

- L'Analyse Libérale :

L'analyse néoclassique :

Le marché du travail est un marché comme les autres. Ce qui veut dire qu'en fonction de l'évolution de l'offre et de la demande de travail, s'établit un équilibre entre cette offre et cette demande, grâce à la flexibilité des prix du travail (salaires), et cet équilibre est un équilibre de plein emploi. Pour les néoclassique, il ne peut y avoir de chômage si il ya une véritable flexibilité des salaires. Cela veut dire, qu'en période de chômage, le retour au plein emploi se fera grâce à la baisse des salaires.

S'il y a du chômage c'est que les salaires sont trop élevés.
--

La principale rigidité étant l'existence d'un salaire minimum, ou parce que le salaire minimum est trop élevé.

On a tenté d'appliquer cette analyse notamment pour les emplois les moins qualifiés. En effet, pour les néoclassiques, une entreprise n'embauchera un salarié supplémentaire que si son salaire n'est pas supérieur à la productivité de ce salarié supplémentaire. C'est ce qu'on appelle la productivité marginale du travail.

On peut appliquer ce raisonnement pour les salariés les moins qualifiés. En principe, ce sont ceux qui ont la productivité la plus faible.

Donc, pour ces salariés on a essayé de mettre en place des dispositifs qui permettaient de réduire le cout salarial, afin de le rendre équivalent à la productivité marginale de ces salariés. Essais avec le CPE....

Mais cette mesure a été reprise directement en France, depuis le début des années 1990, et cela tend à s'accroître.

Pour les emplois les moins qualifiés, exonération de cotisations sociales versés par les employeurs. Or ces cotisations sont un élément du cout du travail (le salaire brut, et les cotisations sociales). Donc cout du travail moins élevé.

S'il y a du chômage, il ne peut être qu'un chômage volontaire. Car les agents économiques, sont rationnels calculateurs, et que leur comportement économique vise à maximiser leur utilité, à partir d'un calcul cout avantage :

- Pour un actif, l'utilité du travail est le salaire, mais le travail a une désutilité : la pénibilité.

Donc un actif va utiliser un emploi seulement si le salaire est supérieur à la pénibilité du travail.

A l'inverse, s'il considère que le salaire n'est pas suffisant pour compenser la pénibilité du travail, il préfère ne pas travailler, et ainsi devient chômeur volontaire.

Il existe cependant un **chômage involontaire** : le chômage frictionnel : c'est le délai entre la perte d'emploi et pour retrouver un nouvel emploi.

L'analyse néolibérale : théorie du chômage naturel

C'est une forme de chômage incompressible. Cela veut dire qu'on ne peut pas avoir un taux de chômage inférieur, au taux de chômage naturel. Lorsque le taux de chômage est égal au taux de chômage naturel, on est en situation de plein emploi (Friedman). Il est dû aux rigidités sur le marché du travail.

Ces rigidités sont de plusieurs types :

- A la baisse des salaires.
- Mais aussi les rigidités dues, à la possibilité pour les salariés de pouvoir se défendre, avec les syndicats.
- La protection sociale : Friedman conseille d'éliminer toute protection sociale pour les salariés.

Les solutions préconisées sont de rendre plus flexible le marché du travail.

Il est inutile de lutter contre le chômage conjoncturel.

L'analyse libérale prend donc essentiellement en compte le chômage structurel.

L'analyse Keynésienne :

Elle remet en cause l'analyse néoclassique. Il faut s'inscrire dans le contexte : la crise des années 30.

Keynes remet en cause selon l'idée que le chômage est un chômage volontaire. IL met en évidence l'existence d'un chômage involontaire.

Pour le démontrer, il part de deux principes :

- Le marché du travail n'est pas un marché comme les autres. Ce n'est pas une marchandise et il y a une rigidité à la baisse des salaires nominaux.
- l'équilibre de Marché selon Keynes, peut être un équilibre de sous emploi. C'est d'ailleurs la situation la plus courante.

Il démontre cela par l'insuffisance de la demande :

- Pour Keynes le niveau de production, et donc le niveau d'emploi décidé par les entrepreneurs dépend de leurs anticipations sur l'évolution de la demande. C'est ce qu'on la **demande anticipée ou la demande effective.**

- Si les anticipations sont défavorables ou pessimistes, les entrepreneurs ne créeront pas d'emplois.

- Si à l'inverse, les entrepreneurs anticipent une hausse durable de la demande, les entreprises augmenteront leur production, et donc créeront des emplois.

Il va donc justifier l'intervention de l'Etat. Même si les entreprises peuvent anticiper grâce à la reprise de l'emploi une hausse de la demande, aucune entreprise ne créera d'emplois. Seul l'Etat peut donc le faire, par des dépenses d'investissements.

L'analyse Keynésienne propose des politiques de relance par les dépenses budgétaires de l'Etat.

Depuis les années 80 les politiques de l'emploi ont été plutôt inspirées par les thèses Néolibérales.

c) Les causes

Progrès technique :

Les effets du progrès techniques sur l'emploi sont étudiés de matières récurrentes depuis la révolution industrielle. En effet, le progrès technique a amené dès le 17^{ème} siècle à des récoltes industrielles, qui remettaient en cause les machines.

Cela été à l'origine des premières grandes luttes ouvrières en Angleterre et en France. Or l'analyse économique développe plutôt une vision optimiste entre progrès technique et emploi d'un point de vue quantitatif.

En effet, on peut voir l'analyse de la manière suivante :

- A court terme, le progrès technique tend à supprimer des emplois.
- A long terme, les effets du progrès technique sont positifs.

Ainsi depuis 2 siècles, la productivité a été multiplié par 20, et pour autant le taux d'emploi n'a pas baissé.

De plus, l'analyse statistique montre que c'est dans les périodes au cours desquelles que la productivité croit le plus rapidement, que le nombre d'emploi crée est le plus important.

Alfred Sauvy a exprimé ce paradoxe par la théorie du déversement :

- Les emplois perdus du fait du progrès technique sont compensés par la création d'autres emplois dans d'autres secteurs d'activité.

Pour le démontrer, il analyse les effets du progrès technique :

- l'accroissement des revenus. En effet, le progrès technique favorise la croissance économique et donc la croissance des revenus, soit sous forme de hausse des salaires, ou de hausse des profits, ou les deux en même temps. Cette croissance des revenus favorise la croissance de la demande. Cette croissance de la demande permet de créer des emplois soit dans les secteurs traditionnels, soit dans le développement de nouveaux secteurs.

-Le progrès technique permet également l'abaissement des couts de production et donc la baisse des prix. Baisse des prix qui entraine une hausse du pouvoir d'achat, et donc une hausse de la demande créatrice d'emploi.

Cependant, depuis la crise pétrolière, la théorie du déversement semble remise en cause. Pour plusieurs raisons :

- Dans la nature même du progrès technique. Depuis une trentaine d'années, le progrès technique porte principalement sur les procédés de production, ce qui tend à détruire des emplois peu qualifiés. Cela favorise donc le chômage.

- D'autre part, le progrès technique a favorisé également les gains de productivité dans le secteur des services. Or c'est un secteur qui traditionnellement a une faible productivité.

Donc la théorie du déversement se concrétisait par une hausse de la demande de service, qui était créateur d'emploi, du fait du faible niveau de productivité dans ces services. Or, les gains de productivité ont freiné à partir des années 80, la création d'emplois dans ce secteur.

Le progrès technique a favorisé un chômage structurel, dans les années 80, du fait de l'inadéquation entre d'un côté les emplois détruits de faible niveau de qualification, et les emplois créés qui demandait un niveau de qualification plus élevé pour les actifs.

Ce chômage structurel a favorisé le chômage de longue durée, or plus un chômage est longtemps au chômage plus il devient inemployable : Principe de filière inversée : On va employer celui qui est le moins longtemps au chômage.

La démographie :

Serait lié à une augmentation trop rapide du nombre d'actifs, ce qui veut dire que la croissance du nombre d'actifs, et plus élevé que la croissance du nombre d'emplois :

- Lié à la natalité
- Trop d'immigrés
- Les femmes se sont mises à travailler.

- Les immigrés ont compensé une pénurie de main d'œuvre, et d'autre part, sont aussi un amortisseur de crise. En effet, les salaires versés aux immigrés sont moins élevés, donc le travail immigré tend à réduire le coût du travail. Ils occupent aussi des emplois dont les actifs nationaux ne veulent pas occuper.

- Idem pour les femmes, salaires moins élevés. Plus on utilise de femmes, plus cela favorise le freinage de la hausse des prix. D'autres parts, les taux d'activités commencent à croître dès le milieu des années 60 et donc pendant une dizaine d'années, la hausse du taux d'activité féminin n'a pas empêché le plein emploi.

Le système de formation :

Il ne joue pas son rôle sur le marché du travail. Il est en inadéquation avec le marché du travail.

Cependant le diplôme protège contre le chômage.

La qualité de l'emploi est en jeu.

Cela a favorisé le déclassement des actifs les plus jeunes. Les jeunes trouvent des emplois ne correspondant pas à leur diplôme.

Les rigidités du marché du travail :

On peut distinguer plusieurs rigidités :

- **Des charges sociales trop élevées.** En effet, les cotisations sociales versées par les employeurs, alourdissent le coût salarial, et notamment pour les emplois les moins qualifiés, ce qui handicape la création d'emplois.

Trop de protection sociale nuit à l'emploi.

La baisse du coût du travail, notamment avec la baisse des cotisations sociales sur les emplois peu qualifiés, n'a pas globalement augmenté une hausse des emplois, mais plutôt procédé à un transfert des emplois qualifiés vers les peu qualifiés.

- **Trop de protection contre le chômage :** Les entreprises hésiteraient à embaucher, car le coût de licenciement serait trop élevé. Le marché du travail est trop réglementé. Il faut permettre une plus grande flexibilité pour les entreprises à créer des emplois mais aussi à détruire les emplois, et donc remettre en cause le contrat de travail qui permet une certaine stabilité de l'emploi.

C'est pour cette raison qu'on a favorisé les emplois atypiques.

Mais ce qu'on a pu constater, c'est que cette plus grande flexibilité est favorable à l'emploi en période d'accélération de la période économique.

A l'inverse, en période de ralentissement de l'activité économique, cette flexibilité va favoriser la montée du chômage.

Donc, la flexibilité de l'emploi rend plus sensible l'emploi à la conjoncture économique.

De plus, les conséquences sociales de cette flexibilité à cette précarisation de l'emploi ne sont pas négligeables. En effet, cela a favorisé le dualisme de l'emploi :

- Les emplois stables, occupés par des hommes murs, qualifiés.
- Les emplois précaires occupés par des jeunes, des femmes ou des populations d'origines étrangères.

- **La désincitation au travail :** les chômeurs ne sont pas incités à retrouver un emploi, du fait de l'existence des minimas sociaux.

Lorsqu'on leur proposait un emploi, les RMISTE le refusaient très rarement. Si il le font ce ne sont pas principalement pour des raisons financières.

Les délocalisations sont facteurs des croissances des revenus, ce qui permet aux pays développés d'accroître les exportations vers ces pays.

Les délocalisations détruisent certains types d'emplois, mais favorisent la création d'autres types d'emplois.

Cependant, cela peut être un facteur de chômage structurel.

5) Les politiques de l'emploi

Auparavant, la principale préoccupation était de trouver des personnes.

Faire venir des populations immigrées, de l'Espagne, du Portugal,

Avec la crise des années 70, tout change, il faut faire face à la montée du chômage.

Ces politiques de l'emploi vont avoir comme principale objectif de permettre aux chômeurs de retrouver un emploi.

Cela s'inscrit dans une politique d'aide sociale, afin d'aider ces chômeurs à avoir un niveau de vie minimum requis.

a) Les politiques actives et politiques passives

Les politiques actives cherchent à accroître le niveau de l'emploi.

Alors que les politiques passives, ont comme principal objectif de rendre supportable le chômage, c'est ce qu'on appelle le traitement social du chômage, et notamment la volonté de ne pas accroître l'offre de travail.

Dans les politiques, il y a une forte opposition entre :

- Ceux qui défendent une réglementation réduite sur le marché du travail. Ce sont les libéraux qui pensent qu'un niveau élevé du chômage a comme principale cause les perturbations introduites par l'intervention de l'Etat :

- Une réglementation trop rigide des conditions.
- L'existence d'un salaire minimum trop élevé
- Des charges pour les entreprises trop élevées.

Ils privilégient donc des politiques actives sur les marchés du travail

- Une autre pensée prône l'intervention des pouvoirs publics, afin d'encourager l'activité par des politiques de la demande, ce qui suppose une économie relativement fermée. Mais aussi une intervention pour limiter voire interdire les licenciements.

b) Les différents aspects de la politique de l'emploi.

• **Les objets de la politique de l'emploi :**

On distingue 6 objets :

- Agir sur les comportements d'activité : Mise en préretraite ou verser une prime pour l'emploi pour inciter à prendre un emploi.

- Agir sur l'emploi : Augmenter le volume de travail utilisé par les entreprises en réduisant le coût du travail par exemple. Ou alors, agir sur le nombre d'emplois offerts à volume de travail donné.

Deux types de réduction du temps de travail :

- Agir sur le nombre d'heures légales.
- Agir sur l'emploi à temps partiel. (Modification du marché du travail).

- Agir sur la qualification des actifs, par le moyen de formation, de stages

- Agir sur l'employabilité : C'est la capacité d'un actif à trouver un emploi. Si un actif a une faible capacité, il est plutôt inemployable. Il est faible pour les jeunes, et les chômeurs de longue durée.

- Agir sur le mode de gestion de la main d'œuvre, notamment au travers de la réglementation.

- Agir sur l'âge légal de l'école, et la négociation collective.
- Agir sur les parcours individuels des chômeurs, des jeunes et des longues durées.

- **Le suivi des chômeurs :**

Ce sont toutes les administrations qui assurent le suivi des chômeurs, indemnisation et leur apport un soutien dans la recherche d'emploi.

Ces services mettent en place des politiques actives sur le marché du travail, notamment sur la formation, l'orientation.

Ces politiques ont pour objectif d'accroître la capacité des chômeurs à trouver un emploi ou d'accélérer leur retour à l'emploi.

Ces services favorisent également, la transmission d'informations entre employeurs et chômeurs.

Sur le rôle de l'ANPE :

Avec la montée du chômage, elle a joué de moins en moins le rôle de facilitateur de rencontre entre l'offre et la demande. Seulement 50% des emplois sont déclarés à l'ANPE.

La diversité de ces services publics entraîne une plus grande complexité de la gestion de la main d'œuvre, et c'est pour cette raison que le gouvernement Fillon a décidé de fusionner un seul service public.

Au sens large, tous les centres d'orientations scolaires et universitaires, jouent un rôle dans la politique de suivi des futurs actifs. (COP, SUIO).

- **La gestion en amont du « capital humain »**

C'est l'ensemble des compétences dont dispose un actif : savoir faire, savoir être, selon Gary Becker.

On a pu constater que dans les pays industrialisés, le chômage concerne surtout les actifs les moins qualifiés.

On va essayer de gérer en amont, en favorisant la hausse du niveau de formation des salariés, avec des politiques de massification scolaire, mais aussi de créer des cartes de formation correspondant aux besoins du marché du travail, notamment en ce qui concerne les formations professionnelles.

On s'occupe de plus en plus de ceux qui n'ont pas de diplômes.

- **L'action sur la réglementation**

Ce sont des réglementations qui vont concerner le fonctionnement du marché du travail. Ces réglementations vont encadrer les possibilités de licenciement : Dans notre droit, pour qu'un employeur licencie un salarié, il faut un motif réel et sérieux : Inaptitude du salarié, faute du salarié, et la cause économique. Le cas échéant, l'employeur peut être sanctionné financièrement, par le conseil des prud'hommes en cas de litige.

Il y a aussi toutes les réglementations concernant les salaires, comme le salaire minimum. En principe,

La négociation collective peut être également décidée au niveau des entreprises. EN principe elle détermine des règles.

Les négociations collectives de branches, vont établir des règles dans une branche donnée.

Le salaire minimum fixé par la convention collective, ne peut pas être inférieur au fixe.

La négociation collective s'inscrit dans le cadre de l'entreprise. De plus en plus, c'est dans le cas d'une négociation d'entreprise.

On va s'occuper principalement des politiques de l'emploi depuis la crise pétrolière.
Principal préoccupation de réduire le chômage.

Depuis 1974, on peut distinguer plusieurs périodes, qui correspondent à des visions différentes des causes du chômage :

- **Fin 1974-75** : monté du chômage est conjoncturel et non structurel. 3 priorités sont donc données :

- La défense de l'emploi en aidant les entreprises en difficulté.
- Protéger les salariés contre les licenciements. C'est à cette époque là, qu'est mise en place l'autorisation préalable de licenciement.
- Renforcement de l'indemnisation du chômage. Les chômeurs percevaient pendant 1 an, 90% de leur salaire brut.

Pour Barre, le retour au plein emploi n'est plus un objectif, car il y a l'idée que le chômage est devenu un phénomène structurel.

3 orientations :

- Accompagner les restructurations industrielles, qui sont inévitables.
- Contenir la croissance de la population active. On favorise les préretraites, on finance le retour des immigrés.
- Faciliter l'insertion professionnelle des jeunes avec les pactes pour l'emploi des jeunes. Mise en place de dispositif de formation, et baisse des charges pour employeurs.

Ceci n'endigues pas la montée du chômage.

- **Mitterrand au pouvoir en Mai 1981** : Politique de l'emploi volontariste.
- Des créations directes de l'emploi dans la fonction publique.
- La réduction du temps de travail.
- On instaure la 5^{ème} semaine de congé payé.
- On accélère le développement des stages pour les jeunes sortants du système scolaire.
- On recentre les politiques de l'emploi sur des publics cible : jeunes et chômeurs de longue durée.

- **En 1986 : cohabitation** : Politique libérale.

C'est à partir de là, que le chômage est considéré comme une conséquence des rigidités sur le marché du travail.

Comme principale rigidité, un cout salarial trop élevé. On supprime un certain nombre de rigidités, comme l'autorisation préalable de licenciement.

- On essaye de développer des emplois dans des services correspondant à des emplois dans la société, mais qui ne sont pas solvables : Services aux personnes.

- **En 1992** :

Réduction du cout du travail, notamment par un système d'exonération totale ou partielle des cotisations sociales versées par les employeurs.

Dans le même temps, on durci les conditions d'indemnisation.

Conséquence : renvoyer de plus en plus les chômeurs vers le RMI, qui devient une véritable indemnisation du chômage.

- **Aujourd'hui** : concerne le flexi-curité : Flexibilité dans les conditions d'utilisation du salarié, tout en assurant la sécurité pour les salariés.

La flexibilité et la sécurité ne sont pas contradictoires mais plutôt complémentaires.

Flexibilité : faible niveau de protection des travailleurs contre les licenciements.

Sécurité : Des indemnités de chômage élevées.

En même temps on a une obligation et un droit pour le chômeur de se former.

La sécurité de l'emploi est remplacée par la sécurité pour retrouver un emploi.

Pour les employeurs :

Période d'essai plus longue.

La définition d'un nouveau CDD qui peut aller de 18 à 36 au lieu de 24 mois.

Possibilité de rupture à l'amiable entre son employeur et son salarié, pour un CDI = pas d'indemnité de licenciement.

Pour les salariés :

Des indemnités de licenciement plus importantes, et la possibilité de transférer certains de leur droit d'une entreprise à une autre en cas de perte d'emplois.

Problèmes :

- Les syndicats sont nettement associés aux conditions de mise en œuvre au Danemark, alors qu'en France ils sont faibles.

- Cela suppose un financement élevé. Mais en France, on se refuse d'accroître les prélèvements.

CHAPITRE 4 : MONNAIE ET FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

Introduction :

Nous sommes dans des économies de marchés, cela veut dire que la régulation de l'économie se fait essentiellement par l'intermédiaire du marché et que les échanges qui ont lieu sur de marché, impliquent l'utilisation d'un type d'actif que l'on appelle la monnaie.

On peut considérer la monnaie comme un instrument des échanges, nécessaire pour réaliser des transactions. Les économistes soulignent que l'introduction de la monnaie, répond à la difficulté d'organiser les échanges sur la base du troc.

En effet le troc, c'est marchandise contre marchandise, ce qui suppose que les opérations de vente et d'achat ont lieu en même temps.

L'introduction de la monnaie favorise donc l'échange, mais en même temps modifie les échanges, puisque les opérations d'achat de vente n'ont plus lieu en même temps.

La monnaie a également une dimension sociale, et une dimension politique. En effet à la monnaie, est liée la notion de pouvoir, est la question est de savoir qui a le pouvoir de créer de la monnaie.

Le lien économique est une dimension du lien entre les individus dans la société. Par exemple pour satisfaire vos besoins, on ne peut pas les satisfaire d'une manière illimitée.

Derrière la monnaie, il y a aussi tout ce qui permet de financer l'économie. La monnaie est un moyen de financement mais ce n'est pas le seul moyen, ce qui signifie que s'est construit un système monétaire et financier qui a comme objectif de financer l'activité économique, mais qui dans la réalité a un fonctionnement propre. Or ce fonctionnement tend de plus en plus à devenir autonome par rapport à l'objectif de ce système monétaire et financier, et cette autonomie va être source de crise.

I) La Monnaie

A) Qu'est-ce que la monnaie ?

La principale confusion est de confondre la diffusion de monnaie, avec les formes de la monnaie.

1) La nature de la monnaie

Pour définir la monnaie il y a plusieurs approches possibles.

a) Les fonctions de la monnaie

➤ La fonction d'intermédiaire des échanges

La monnaie est utilisée dans les échanges. C'est donc un actif liquide qui peut s'échanger contre toutes marchandises. Dans le même temps cela a des répercussions sur le fonctionnement de l'économie.

Opération d'achat : Monnaie contre marchandise. Or, la durée entre ces deux opérations peut être plus ou moins longue.

➤ Fonction de mesure des valeurs

En effet, dans les économies de marché, toutes les marchandises sont évaluées en unité monétaire, ce qui veut dire qu'une unité monétaire peut être mesurée par la quantité de marchandise que l'on peut obtenir, avec une unité monétaire.

La monnaie est un instrument de mesure, mais le pouvoir d'achat de la monnaie peut varier. 1€ 2002 différent 1€ 2008.

➤ Fonction de réserve de valeur

La monnaie peut jouer un rôle de réservoir en économisant de l'argent tous les mois.

Tout actif qui peut assurer ces 3 fonctions, est considéré comme de la monnaie.

b) Une combinaison de fonctions paradoxale

En effet ces 3 fonctions sont en parties contradictoire. La monnaie comme instrument d'échange doit favoriser le développement de ces échanges. Mais cette fonction peut être contradictoire avec la fonction de réserve de valeur. En effet, en tant que réserve de valeur, la monnaie peut être conservée, thésaurisée. D'autre part, sa fonction d'unité de compte va à l'encontre de pouvoir d'achat de la monnaie et donc va être contradictoire avec sa fonction d'intermédiaire des échanges.

La monnaie est fondée sur la confiance. A partir du moment où les agents économiques devant tout actifs ont confiance devant les vertus de cet actif.

2) Les formes de la monnaie

La thèse la plus souvent avancée par les économistes est que les formes de la monnaie ont évolué au cours de l'histoire mais dans un sens bien précis. Elle est devenue de moins matérielle. C'est donc la thèse de la dématérialisation de la monnaie.

Quelles sont les différentes étapes ?

- Elle prend la forme de marchandise, bétail.
- Dès l'antiquité les formes de monnaie évoluent et on va utiliser des métaux.

Cependant on s'est aperçu que c'était peu solide le cuivre. Il fallait qu'il soit suffisamment solide, rare pour éviter l'inflation, et qui soit divisible : l'or et l'argent. Ils ont servi de moyen monétaire jusqu'en 1976. L'or n'est plus un moyen de paiement.

Qui peut émettre cette monnaie ?

- Très vite le pouvoir s'est donné cette capacité, ce monopole de l'émission de monnaie, sous la forme de pièce. L'émission de monnaie métallique a été une caractéristique fondamentale des pouvoirs jusqu'au moyen âge.

Le billet :

On est passé à des papiers de reconnaissance de dette, si à trop de vols de monnaie.

Le marchand déposait son or chez un banquier et lorsqu'il achetait la marchandise, il signait au commerçant une reconnaissance de dette.

Ces reconnaissances de dettes ont ensuite circulé, ils ont été utilisés comme moyen de paiement.

La Monnaie papier apparait, elle est convertible en métal précieux. Le pouvoir politique va émettre les billets.

C'est à partir du 18^{ème} siècle que sont créés les 1^{ère} banque centrale qui ont deux fonctions principales :

- Elles ont le monopole de la création de monnaie papier de billet.
- Et doivent assurer la conversion de monnaie papier en métal précieux.

Le problème qui va se poser est quelle quantité de monnaie papier émettre.

La quantité de monnaie papier émise par les banques doivent être équivalente à leur réserve de monnaie métallique.

Dans la plupart des pays c'est en or, ou en argent.

La monnaie scripturale a été créée par la suite. C'est de la monnaie créée par les banques. Il n'y a pas de monopole. A tout moment, le client d'une banque peut faire des retraits sous forme de monnaie papier.

Dès l'antiquité, la monnaie scripturale existait, même si c'était faible.

B) La création monétaire

Les banques émettent de la monnaie. La monnaie fiduciaire est la monnaie de confiance.

La monnaie fiduciaire représente 10-15% des moyens de paiement. Ce qui veut dire qu'entre 85-90% se présente sous forme de monnaie scripturale. Cette monnaie scripturale est émise par les banques.

La banque a la particularité de créer de la monnaie scripturale.

1) Le mécanisme de la création de la monnaie

Une banque crée de la monnaie lorsqu'elle accorde un crédit. Pour comprendre, on va partir du bilan des banques.

<u>Bilan de la Banque X à l'instant T</u>	
Actif :	Dépôt :
Utilisation, emploi des ressources de la banque	100 euros
Caisse : 100 euros	
Montant total de monnaie dans l'économie : 100 euros.	

En T+1 : La banque accorde ses client un crédit de 100 euros

<u>Bilan de la Banque X</u>	
Actif :	Passif :
Caisse 100 euros	Dépôt : 200 euros.
Créance sur le client 100 euros.	

En T+2 : Montant total de monnaie dans l'économie : 200 euros

La banque X a créée 100 euros de monnaie scripturale.

<u>Bilan de la Banque X</u>

Caisse : 100 euros
Créance du client : 0 euro

Dépôt : 100 euros

En T+3 : Le client rembourse les 100€ prêtés. Le remboursement entraîne une destruction de monnaie.

Cela veut dire qu'incessamment, les banques accordent des crédits, les clients remboursent des crédits, et donc détruisent de la monnaie scripturale.

Sauf qu'au bout d'une année, on crée toujours plus de monnaie qu'on en détruit.

Existe-t-il des limites à la création monétaire ?

NON, elle ne peut pas créer de manière illimitée de la monnaie scripturale. Il faut qu'elle soit capable d'assurer la conversion en monnaie papier (que seule la banque centrale peut créer). Si elle ne peut pas le faire, la banque disparaît.

La Banque Centrale joue un rôle essentiel dans la création monétaire. C'est elle qui va prêter de la monnaie aux banques centrales aux banques, pour que ces dernières puissent faire face aux retraits des clients. C'est ce qu'on appelle le refinancement de l'économie.

La demande de crédit des clients est problématique : Plus le coût du crédit va être élevé, moins la demande de crédit va être importante.

2) La masse monétaire et ses contreparties.

a) La masse monétaire

La masse monétaire est l'ensemble des moyens de paiement en circulation dans une économie. Or, les agents économiques n'utilisent pas comme moyen de paiement pour leurs dépenses seulement ce que l'ont qualifie d'actifs liquide ? Ils utilisent d'autres actifs un peu moins liquide, mais ces actifs avant d'être utilisé comme moyen de paiement, doivent être transformés sans perte de valeur et rapidement en actif liquide.

Où s'arrête la monnaie ?

La monnaie donne lieu à la politique monétaire, qui est un instrument de la politique économique des pouvoirs publics. Or, la politique monétaire doit éviter deux écueils :

- Créer trop de monnaie, car cela risque d'entraîner l'inflation.
- Ne pas créer suffisamment de monnaie, parce que l'insuffisance de moyen de paiement risque de ralentir les échanges, et donc d'avoir des conséquences négatives sur la croissance économique.

La masse monétaire est représentée par des agrégats monétaires. Un agrégat monétaire correspond à un ensemble d'actifs qui doit être utilisé soit directement soit indirectement comme moyen de paiement. M1, M2, M3 sont plus ou moins liquides.

- M1 : La monnaie au sens stricte (la monnaie divisionnaire (pièce), fiduciaire (billet), scripturale.
- M2 : M1 + actifs quasi liquide : Quasi monnaie. Ils sont rapidement convertibles en actif liquide et sans perte de valeur. Ce sont les comptes sur livret.
- M3 : M2 + l'ensemble des titres de placement émis par les institutions de crédit : dépôt à terme.

La politique monétaire porte sur M3.

b) Les contreparties de la masse monétaire

Lorsqu'une institution monétaire crée de la monnaie, elle le fait toujours avec des contreparties, c'est-à-dire que les institutions émettrices acquièrent des actifs qui vont être à

l'origine de la création monétaire. Ces actifs sont des créances. On distingue deux types de créances :

- Les créances sur l'économie : Ensemble des créances détenues par les institutions monétaires sur les agents économiques non monétaires, mais également sur l'Etat
- Les créances sur l'étranger : Sont constitués par l'ensemble des devises, détenues par les institutions monétaires.

C) Monnaie et inflation

Il y a une relation étroite entre la monnaie et l'inflation. La monnaie est un véhicule de l'inflation.

L'inflation est un déséquilibre économique, donc un facteur de crise. Pendant très longtemps on considérait que l'inflation était le principal déséquilibre économique, et donc que l'action des pouvoirs publics, se résumait à prendre des mesures afin d'éviter l'inflation.

C'est l'idée dominante jusqu'à la crise de 1929. Si cette crise a été si rude c'est que les autorités monétaires se sont refusé à soutenir les banques, notamment en les refinançant, de peur de l'inflation.

IL faut choisir entre l'inflation et le chômage car le risque de lutter contre l'inflation est d'aggraver le chômage.

Pour Keynes on donne la priorité à la lutte contre le chômage même si en contrepartie, il y a un peu plus d'inflation.

Ou alors on donne la priorité à la lutte contre l'inflation, mais la contrepartie est la hausse du chômage.

Mais avec la crise des années 70 dont l'élément déclencheur est le pétrole, on a pour la 1^{ère} fois le conjugaison de l'inflation et de la hausse du chômage si bien que toutes les mesures prises pour réduire le chômage en 1975 vont échouer et ces mesures ont comme inconvénient d'aggraver l'inflation.

Le choix qui est fait à partir de 1980 et de donner priorité à la lutte contre l'inflation

1) Définition et mesure de l'inflation

a) Définitions

L'inflation est une hausse générale des prix continue et durable. Cela signifie que l'ensemble des prix augmente et signifie une baisse du pouvoir d'achat des actifs monétaires.

A l'opposé **la déflation** est la baisse du niveau général des prix ce qui s'accompagne d'une baisse du niveau de production.

Désinflation : Baisse du taux d'inflation. On distingue plusieurs types d'inflation :

- Rampante : Lorsque le taux reste en dessous de 5%
- Ouverte : Les taux sont de 6 à 30 %
- Galopante : +30%

On parle d'inflation réprimée lorsque dans l'économie il existe les conditions de l'inflation mais en même temps que les pouvoirs publics empêchent la hausse du prix par voie réglementaire.

b) La mesure de l'inflation

En France, on mesure l'inflation par la variation de l'indice des prix à la consommation.

C'est une convention, mais elle pose problème, puisque l'indice des prix à la consommation est censé représenter le niveau général des prix. Or le taux d'inflation est une variable économique, mais aussi politique. En effet, elle est utilisée pour savoir quelle va être l'évolution du pouvoir d'achat de notre revenu. Or, depuis le passage à l'Euro, il y a un écart entre ce qui est mesuré par l'INSEE et le ressenti pour les ménages de cette évolution.

L'enquête INSEE va porter sur quelques milieux de produits, regroupés groupes (laitiers, hifi). Chaque mois l'INSEE mesure l'évolution des prix. Ensuite, en fonction d'un ménage

moyen, et de la consommation de ce ménage moyen, chaque groupe de produit se voit affecté d'un coefficient représentant la part de la dépense pour ce produit, dans la dépense totale. Ex :

	Structure de la Consommation Ménage A (en %)	Structure de la Consommation Ménage B (en %)	Evolution des prix (en %)
Alimentation	50	20	+ 20%
Logement	30	30	+ 10%
Autres	20	50	+ 10%

Hausse des prix pour le ménage A : $(1,2*0,5) + (1,1*0,3) + (1,1*0,2) = 1,15$

Hausse des prix pour le ménage B : $(1,2*0,2) + (1,1*0,3) + (1,1*0,5) = 1,12$

Le taux d'inflation vécu par le ménage est de 15%, pour le ménage B, 12%

Le pouvoir d'achat du Ménage A est donc moins important, qui est aussi le moins aisé.

c) Les analyses de l'inflation

✓ L'analyse monétariste de l'inflation (Friedman)

Le courant monétariste a 3 idées principales :

- Il faut laisser faire les mécanismes du marché, pour favoriser la croissance économique, et donc toute intervention de l'Etat est inutile.
- L'inflation est un phénomène purement monétaire. C'est-à-dire que c'est la quantité de monnaie en circulation que si elle est trop élevée est responsable de l'inflation.
- Pour lutter contre l'inflation, il faut une institution qui soit autonome, indépendante du pouvoir politique, c'est la banque centrale. Mais elle doit être indépendante par rapport au pouvoir politique.
- Dans l'économie, l'inflation est le déséquilibre principal.

Ces idées ont inspiré les gouvernements depuis les années 80, mais également les grandes institutions internationales (FMI).

C'est cette approche monétariste de l'inflation qui a inspiré la création de la banque centrale. L'analyse monétariste est fondé sur l'équation de Fischer, et que l'ont peut appeler l'équation des échanges : $MV = PT$

M, c'est la masse monétaire.

V, c'est la vitesse de la circulation de la monnaie. (le nombre de transaction que réalise une unité de monnaie, circulation du billet sur le marché)

P, c'est le niveau général des prix.

T, c'est le nombre de transactions réalisées au cours d'une période. (Le nombre moyen de transaction qui ont lieu dans l'économie).

V est une variable structurelle, ce qui veut dire qu'elle est constante à court terme, elle n'est pas influencée par les variations de la quantité de monnaie en circulation.

T, ne dépend pas non plus de la quantité de monnaie en circulation, ont peut donc la considérer comme une constante.

Donc si la quantité de monnaie augmente (M) dans l'économie, à un moment donné les prix vont augmenter. **On en tire la conclusion que la seule cause de l'inflation est la monnaie.** C'est une masser monétaire trop abondante.

Donc, pour lutter contre l'inflation, il faut agir directement sur la masse monétaire en circulation.

✓ L'inflation par la demande

Lorsque la demande excède l'offre, le retour à l'équilibre sur le marché s'effectue par la hausse des prix.

C'est ce qui se passe avec le pétrole : le prix du pétrole en juillet était à 150 \$. La cause principale de cette hausse était la hausse de la demande, notamment de la part de la Chine.

✓ L'inflation par les couts

Le taux d'intérêt, et certaines matières premières qui sont utilisées par l'ensemble des secteurs comme le pétrole ou l'énergie.

Si tout cela est élevé, cela va entraîner une hausse des prix.

Or depuis 30 ans, lorsqu'on considère la hausse des couts, il y a deux couts principaux qui sont considérés comme responsable de l'inflation :

- Le pétrole qui en 1973, a entraîné l'apparition d'un enchainement inflationniste.
- le cout salarial. Or chaque économie nationale peut aujourd'hui maitriser d'une manière ou d'une autre le cout salarial.

Il y a une hausse du cout salarial à partir du moment où les hausses de salaire sont plus élevés que la croissance de la productivité du travail.

Cout salarial : ensemble des dépenses liées au salaire. En France, elle englobe le salaire brut, + les cotisations sociales versées par l'employeur. Donc lorsqu'il augmente, ca peut être lié au salaire brut OU aux cotisations sociales.

A l'époque, les salaires étaient en grande partie, indexés sur la hausse des prix.

Hausse des prix >>>> Hausse des salaires, >>>> Hausse des prix etc....

Cette spirale inflationniste a été stoppée en 1982, lorsque Delors a décidé de désindexer le salaire sur les prix.

✓ L'inflation structurelle

En effet, au cours de la période des 30 glorieuses, il y a une inflation rampante. Avec le choc pétrolier, cette inflation devient déclarée, puisqu'on atteint 10%. Or, l'une des explications fondamentales de cette inflation est qu'elle permettait d'obtenir la paix sociale. En effet, la hausse des prix permettait à la fois de satisfaire les revendications des salariés par des hausses de salaires, tout en permettant la hausse des profits.

Grace à l'inflation, les conflits sociaux pouvaient être moins intenses.

En effet, les consommateurs ont tendance à anticiper la hausse des prix. Donc augmentation de la consommation, donc cela entraîne une inflation par la demande.

d) Les effets de l'inflation

- Les prix représentent d'abord la première variable d'ajustement du marché. Comme on la vu, c'est la flexibilité des prix qui permet le retour à l'équilibre du marché.

Mais, dans la théorie économie, les prix représentent également la seule source d'information dont dispose les agents économiques, pour définir leur comportement. (Anticipation des consommateurs sur la hausse des prix....idem pour les producteurs qui anticipe la hausse du cout de production).

On va considérer que la hausse des prix **est un obstacle à la régulation par le marché.**

La hausse des prix **ne permet pas une utilisation optimale des ressources productives.**

L'inflation **réduit donc l'efficacité du marché**, comme moyen de régulation de l'économie.

- L'inflation est aussi un facteur de redistribution des revenus. En effet, les revenus sont plus ou moins indexés selon leur nature, à la hausse des prix. Les retraites et petites rentes sont très peu indexé sur la hausse des prix, mais aussi les intérêts (lorsque les prix augmentent, l'intérêt réel va baisser, ce qui veut dire que le revenu perçu par le créancier

baisse également. Donc l'inflation va privilégier certains groupes sociaux (salariés au détriment des retraités, emprunteurs au détriment des créanciers).

La baisse du taux d'inflation a nettement défavorisé les agents économiques endettés.

II) Le Financement de l'économie

Nous sommes dans des économies de marchés. La monnaie est un moyen d'échange, c'est également un instrument pour financer l'activité économique. Cette monnaie provient principalement du revenu. On a donc un besoin de financement. Il doit être satisfait pour consommer. Tous les agents économiques, ont à un moment donné besoin de ressources financières, pour financer leur activité.

Dans la sphère réelle, il y a besoin de financer l'activité économique. Il y a autre sphère, celle financière.

Cela veut dire que dans l'ensemble de l'économie, on peut distinguer ce qui va **concerner les activités réelles** :

- Production, Consommation, Emploi, revenu etc.

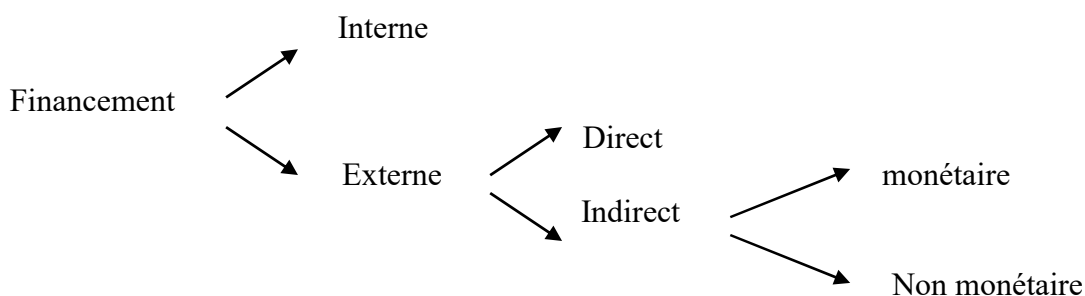
Et la sphère financière :

- Institutions financières (banques, assurances), monnaie, titres financiers, crédit, emprunt.

La sphère réelle est en relation avec la sphère financière. Elles sont donc complémentaires. La sphère financière est indispensable mais n'est pas autonome par rapport à la sphère réelle. Quand les finances sont en crise, cela a des effets sur la sphère réelle, ce qui se passe en ce moment.

A) Les modalités de financement de l'économie

▪ Schéma résumant les différents modes de financement



1) Le Financement interne

Le financement interne implique qu'un agent économique pour financer ses dépenses, utilise ses ressources propres. C'est donc un autofinancement.

a) Les ressources propres des agents économiques non financiers.

On distingue 3 types d'agents :

- Les ménages, qui disposent de leur revenu disponible. (RDB = Revenu primaire + revenus de transferts – Prélèvements obligatoires)

- Les entreprises : l'autofinancement, qui est composé de la part des profits non distribués aux actionnaires ou aux créanciers, mais aussi constitué par les amortissements qui est la valeur de remplacement du capital.

- L'Etat donc la principale ressource propre est constituée par les recettes fiscales.

Ces ressources propres des agents économiques, proviennent de la répartition de la valeur ajoutée (les richesses réellement créées par les unités de production). La VA est dans un 1^{er} temps utilisé sous forme monétaire, pour rémunérer les agents économiques ayant contribué à la production : les revenus primaires.

Le financement interne des agents économiques, va dépendre de l'évolution de la VA.

Cette répartition de la VA peut évoluer en fonction de la productivité des facteurs de production.

Le surplus de productivité est la différence entre le supplément de production, et le supplément de moyen mis en œuvre dans la production. Ce surplus donne lieu à une répartition, et cette répartition va plus ou moins avantager certains agents économiques :

- Il peut être affecté à une baisse des prix. (Consommateurs)
- Accroître les salaires (salariés)
- Accroître les profits (entreprises).

b) La répartition du surplus de productivité en France, sur une longue période.

Ce surplus est réparti entre les 3 principaux agents économiques : Etats (impôt, taxes), ménages (salaires), entreprises sous formes d'excédent brut d'exploitation.

Sur le long terme, on constate que la répartition entre les salaires et le capital est relativement constante. Cela signifie qu'il existe des périodes où cette répartition peut être différente en fonction des évolutions du surplus de productivité, mais également en fonction des rapports de force qui peuvent s'instituer entre salariés et entrepreneurs.

Sur le long terme, (depuis 1960), on peut distinguer 4 grandes périodes :

- 60-73 : surplus élevé, grâce aux 30 glorieuses, et répartition favorable aux salariés.

Cela veut dire que le capital est relativement moins bien rémunéré.

- Dès 73 : Surplus de productivité très faible, mais la rémunération du travail augmente plus rapidement que le surplus de productivité, ce qui a comme principaux effets, l'inflation, et une forte baisse de la rémunération du capital.

- Dès 83-90, surplus augmente, et il y a donc une désinflation, la rémunération du travail augmente peu, alors que celle du capital augmente fortement. Répartition à l'avantage des détenteurs de capital

- 90-2000 : Surplus en baisse, la rémunération du travail augmente parfois fortement, alors que la rémunération du capital tend à baisser.

Les modalités du partage de la VA ont une incidence sur la croissance économique, et donc sur le niveau de l'emploi, ainsi que sur l'inflation.

2) Le Financement externe

Il faut distinguer dans l'ensemble de l'économie, 2 types d'agents :

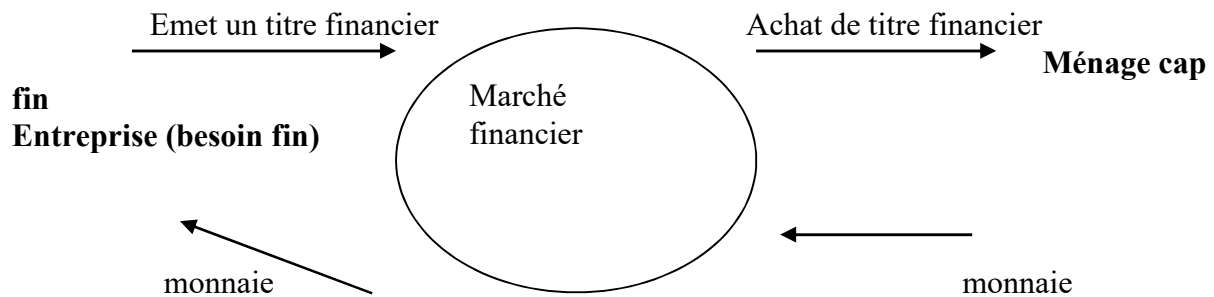
- Les agents qui ont une épargne, c'est-à-dire que leurs dépenses sont inférieures à leurs revenus. Ces agents ont donc une capacité de financement (ménages).
- Les agents qui ont des dépenses supérieures à leur revenus : Entreprises et Etat : ayant un besoin de financement.

Le système financier va consister à mettre en relation les agents ayant une capacité de financement, et les agents ayant un besoin de financement.

a) Le Financement externe direct

Le marché financier va permettre la rencontre des agents à besoins et à capacité de financement.

Ex : l'entreprise a un besoin de financement et le ménage qui a une capacité de financement.



Deux types de marchés :

- Marché financier au sens strict, avec titre financier de moyen et de long terme comme actions ou obligations.
- Marché monétaire, où les entreprises se financent, en émettant des billets de trésoreries, marché de court terme.

b) Le Financement externe indirect

Le financement sur le marché financier peut être risqué pour les agents économiques, principalement pour les créanciers qui acquiert ces titres, car le plus souvent sur ces marchés, les actifs qui sont vendus sont peu liquides. On peut difficilement les transformer en moyen de paiement.

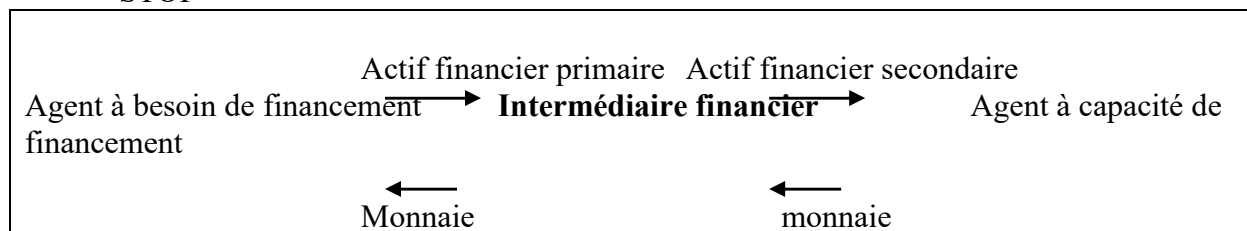
D'autres parts, les ménages ont une épargne qu'ils veulent relativement facilement transformer en liquidité.

Alors que les agents à besoin de financement, comme les entreprises pour financer leurs investissements, ont besoin de prêt à long terme.

Leur rencontre est rendue plus complexe du fait de la nature des ressources qui sont utilisées dans le système financier.

Les agents qui ont une capacité de financement, veulent utiliser leur ressource à court terme, alors que les entreprises à long terme. Cette difficulté peut être levée grâce à l'intervention d'un intermédiaire financier, une banque. C'est cet intermédiaire qui va assurer la conversion d'une épargne de court terme, en ressources de long terme.

STOP



Ce type de financement est externe indirect non monétaire. Il existe un financement indirect monétaire, où l'intermédiaire financier est principalement une banque.

L'intermédiation donne lieu à une création monétaire.

3) La crise des « subprimes »

La crise actuelle s'inscrit dans un cadre où les interdépendances financières au niveau mondial sont de plus en plus importantes. Crise mondiale qui touche tous les pays.

Ce sont des crédits accordés à des ménages à revenus modestes, qui présentent un grand risque d'insolvabilité. Ces crédits sont destinés à acquérir des logements. Comme le risque est élevé, les remboursements sont également élevés. Mais ce sont des crédits hypothécaires,

c'est-à-dire que si un ménage ne peut pas rembourser, l'institution financière devient le propriétaire du bien immobilier acquis. Ce sont des prêts à taux variables, les taux d'intérêts dépendent de la valeur du bien immobilier. (Lorsque le prix du bien augmente le taux diminue).

Cette forme de crédit date de 2001 : Crise boursière sur les NTIC : Véritable crack sur le NASDAQ. Attentats du 11 septembre. Il y a donc une récession. Les subprimes ont pour objectif de relancer la consommation. A l'époque les risques sont faibles car l'immobilier ne fait qu'augmenter. De plus les taux d'intérêts sont extrêmement faibles.

De plus, il y a une logique libérale propre d'être propriétaire de son logement. La crise des subprimes va commencer dès 2007 à partir du moment où il va y avoir une inversion dans la tendance à la hausse des prix de l'immobilier :

- Pour les ménages endettés les taux d'intérêts augmentent.

- Les banques deviennent propriétaires de biens qui ne compensent pas le montant des crédits, si bien que les banques deviennent aussi insolvables.

On a donc une crise de liquidité puisque les banques hésitent à accorder des prêts car les risques de non remboursement deviennent importants.

Crise de liquidité >>>>>>>> Crise de financement de l'activité >>>>> Baisse boursière de la valeur de banques >>> Transmission à l'économie réelle : Les entreprises ne peuvent plus financer leur activité, et baisse de la consommation des personnes.

Extrême rapidité de la diffusion mondiale de la crise. En effet, les institutions financières qui accordaient ces crédits ont décidé de transformer ces crédits en titres financiers.

Fragilité des banques. Crise aggravée lorsque le gouvernement américain n'a pas voulu aider Lehmann Brothers, si bien que toutes les banques se sont paniquées, ce qui a complètement paralysé les prêts de liquidité dans les banques, aggravant la crise de liquidité.

On arrive enfin dans une crise, avec ralentissement de l'activité, récession, accompagné de chômage.